



De gauche à droite : le président de LR, Christian Jacob, le candidat RN Nicolas Bay, le porte-parole du gouvernement Gabriel Attal, la candidate LFI Clémentine Autain et la candidate PS Najat Vallaud-Belkacem, sur le plateau de France 2, le 27 juin.
BRUNO LEVY
POUR « LE MONDE »

La recomposition politique remise en cause

La victoire des sortants sonne comme un avertissement pour Macron et Le Pen, à un an de la présidentielle

Une carte de France rose et bleu. En métropole, l'ensemble des présidents de région sortants qui se représentaient, de gauche ou de droite, ont été reconduits, dimanche soir 27 juin, à l'issue d'un second tour marqué par une abstention massive, à peine moins forte que dimanche 20 juin. Alors qu'avant le premier tour les sondages avaient laissé entrevoir une bascule d'une, voire de plusieurs régions dans le giron du Rassemblement national (RN), il n'en a rien été, y compris en Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), où le président (Les Républicains, LR) sortant, Renaud Muselier, qui a bénéficié du retrait de la liste de l'écologiste Jean-Laurent Félizia au lendemain du premier tour, l'a largement emporté sur le candidat du RN Thierry Mariani, avec 57,3 % des voix contre 42,7 %.

Quant à La République en marche (LRM), elle se retrouve, au soir du second tour, éreintée et marginalisée. « Ce soir, le dégaisme a été dégaïté », a résumé l'ancienne ministre socialiste Najat Vallaud-Belkacem, dimanche sur France 2. « C'est une demande de stabilité » des Français, a relativisé le ministre de la transformation et de la fonction publiques, Amélie de Montchalin, sur BFM-TV.

Du côté des cantons, les cartes ne sont pas rebattues non plus. Ces élections départementales, également marquées par une très forte abstention, ont largement bénéficié aux sortants. Le Parti socialiste et Les Républicains remportent la mise. La droite réalisant même quelques belles performances, comme dans le Puy-de-Dôme ou en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Plus cuisante encore qu'aux régionales, la défaite du RN ne lui permet d'acquiescer aucun département, l'extrême droite est même en net recul dans la plupart des cantons, y compris dans le Pas-de-Calais. A la tête du

Val-de-Marne depuis 1976, le Parti communiste français a perdu son dernier bastion et disparaît donc de la carte des départements. La République en marche et ses alliés y font une timide progression, mais sont largement éclipsés par les partis traditionnels, ne sortant victorieux qu'en Guadeloupe.

« Un match à trois »

Quatre ans après la présidentielle de 2017, qui avait amorcé une profonde recomposition politique sur fond d'éclatement du clivage droite-gauche au profit d'Emmanuel Macron, ce scrutin régional et départemental signe une revanche de « l'ancien monde ». Et marque un coup d'arrêt à cette recomposition, à moins d'un an de la prochaine élection présidentielle, contrevenant aux plans ourdis par la Macronie.

Il y a deux mois, le premier ministre, Jean Castex, en annonçant lui-même dans la presse un accord entre LRM et LR en PACA – rebaptisé « opération corned beef » par les mauvaises langues de la majorité –, avait pourtant assuré que cette alliance avec Renaud Muselier, « bien au-delà d'accords d'appareil », était un « exemple de la recomposition politique ». Las. Les électeurs en ont décidé autrement et ont envoyé un message au président de la République, qui s'emploie depuis 2017 à fracturer la droite tout en se posant comme unique rempart au RN.

AU SECOND TOUR DES RÉGIONALES, LA RÉPUBLIQUE EN MARCHÉ TOTALISE MOINS DE 7 % DES VOIX, LE PIRE SCORE JAMAIS RÉALISÉ PAR UN PARTI AU POUVOIR

Parmi les grands vainqueurs de cette soirée électorale, les présidents de région sortants de droite Laurent Wauquiez, Valérie Pécresse et Xavier Bertrand ont rappelé qu'ils avaient fait reculer le RN – dans les Hauts-de-France, Bertrand a inversé le rapport de forces avec le parti d'extrême droite par rapport à 2015 –, tout en soulignant que leur victoire était celle de la « clarté », alors qu'aucun des trois n'a eu besoin des voix de LRM au lendemain d'un quelconque accord d'appareil pour gagner.

Chacun à leur manière, les trois ténors de droite se sont projetés dans la présidentielle à venir, alors que s'ouvre une compétition à droite pour déterminer qui portera ses couleurs – au-delà de LR, puisque M^{me} Pécresse et M. Bertrand n'y sont plus – pour 2022. « Maintenant, la présidentielle est un match à trois », a ainsi lancé le patron des Hauts-de-France dans *Les Echos* du lundi 28 juin, se positionnant d'emblée comme le candidat naturel de la droite. Ne prenant prudemment parti ni pour l'un ni pour l'autre, le président de LR, Christian Jacob, s'est contenté d'affirmer dimanche soir que son parti était désormais la « seule force d'alternance ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, s'est félicité de voir les sortants socialistes être « réélus brillamment » dans cinq régions, notamment en Occitanie, qui a vu la victoire haut la main – sans l'appui du reste de la gauche, et notamment des écologistes – de Carole Delga, avec 57,77 % des voix. « La présidente de région la mieux élue de France devient incontournable à gauche pour la future présidentielle », s'enthousiasme l'ex-député PS de l'Hérault, Sébastien Denaja. « Il faudra plus que compter avec elle, ajoute-t-il. Et... qui sait ? »

A contrario, les écologistes – Karima Delli dans les Hauts-de-

France et Julien Bayou en Ile-de-France – qui ont pris la tête de listes d'union de la gauche n'ont pas su créer de dynamique. « Il y a une gauche qui se porte mieux, qui est en train de reconquérir un espace », veut croire Olivier Faure, pour qui son parti – qui, dans certaines régions, n'a pas eu besoin des écologistes pour gagner – est la « force motrice » autour de laquelle la gauche devra se rassembler en 2022.

Dans la foulée du premier tour, ce scrutin est surtout un sérieux avertissement pour les finalistes de la présidentielle de 2017, Emmanuel Macron et Marine Le Pen, qui dominaient le paysage politique – en le verrouillant – depuis quatre ans. La patronne du RN a acté la défaite, prenant soin cette fois-ci de remercier ses électeurs, qu'elle avait vivement tancés dimanche 20 juin parce qu'ils ne s'étaient pas déplacés. Minimisant la contre-performance de son parti, elle s'est émue de l'abstention, y voyant une « désaffection civique historique », soit « un signal majeur lancé à toute la classe politique et même à toute la société ».

« Un coup de semonce »

Même analyse de la part de son bras droit, Jordan Bardella (10,79 % en Ile-de-France), qui a estimé que ce scrutin signalait avant tout un « échec de la démocratie française », la route du RN ayant été une nouvelle fois barrée par le « front républicain », l'extrême droite retrouvant ainsi les limites du fameux « plafond de verre ».

Quant à Emmanuel Macron, qui s'est impliqué personnellement dans cette campagne, il voit La République en marche enchaîner une nouvelle déconvenue électorale, après celle des municipales de 2020, qui avaient été calamiteuses pour le mouvement du président de la République. Au second tour des régionales, LRM totalise moins de 7 % des voix, le

MARINE LE PEN A ACTÉ LA DÉFAITE, PRENANT SOIN, CETTE FOIS-CI, DE REMERCIER SES ÉLECTEURS, QU'ELLE AVAIT VIVEMENT TANCÉS DIMANCHE 20 JUIN

pire score jamais réalisé par un parti au pouvoir. Non seulement celui-ci ne gagne aucune région et échoue à s'implanter dans les territoires, mais il n'a pas réussi non plus à être faiseur de roi entre les deux tours. Quand il n'a pas été éliminé sèchement dès le premier tour, LRM est arrivé en queue de peloton au soir du second.

Même le président de l'Assemblée nationale, Richard Ferrand, troisième sur la liste LRM de Thierry Burlet en Bretagne, est défait. Et le canton du premier ministre, Jean Castex, dans les Pyrénées-Orientales, a basculé à gauche avec le scrutin départemental. Dans les huit régions où les candidats macronistes s'étaient maintenus au second tour, ils reculent, à l'exception de Brigitte Klinkert dans le Grand-Est (qui n'obtient cependant que 12,17 % des voix). La victoire des ministres LRM (ex-LR) de l'intérieur Gérald Darmanin et des outre-mer Sébastien Lecornu dans leurs départements ne suffira sans doute pas à apaiser les doutes de la majorité présidentielle. « Un coup de semonce » pour la démocratie et la majorité, a résumé le président du MoDem, François Bayrou, qui recommande à l'exécutif de ne pas « passer par-dessus l'élection et recommencer comme c'était avant ».

Emmanuel Macron, qui veut tourner cette page au plus vite, ne semble pas désireux d'écouter le conseil de son allié. Il a laissé

entendre dimanche soir qu'il ne procéderait à aucun remaniement d'ampleur au lendemain des régionales. Et alors que de nombreux arbitrages sur les réformes à venir sont attendus, il n'a pas prévu non plus de s'exprimer dans l'immédiat. Sous pression, le chef de l'Etat est pourtant poussé par une partie de ses troupes, à l'instar du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, à « lever les ambiguïtés », tracer un cap et poursuivre les réformes. « Ne rien faire du tout aurait un coût politique très élevé », insiste un poids lourd de la majorité. D'autres l'enjoignent de tirer rapidement les leçons de ce nouvel échec de LRM et de remettre son mouvement en ordre de marche pour 2022. Le sursaut de la gauche, et plus encore de la droite, risque en outre de compliquer les futurs ralliements, alors que le chef de l'Etat entend poursuivre l'ouverture et le dépeçage.

L'abstention, assourdissante, conduit toutefois à relativiser les résultats du vote et les enseignements qui en sont tirés. Selon un sondage Ipsos-Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France et LCP-Assemblée nationale/Public Sénat, réalisé avant le second tour et publié dimanche 27 juin, Emmanuel Macron et Marine Le Pen restent en tête des intentions de vote à la présidentielle, quel que soit le candidat de la droite testé. S'il s'agit de Xavier Bertrand, Emmanuel Macron et Marine Le Pen feraient jeu égal, avec 24 % des voix, devant le candidat de la droite, crédité de 18 % des intentions de vote. Pécresse et Wauquiez, quant à eux, feraient 13 %. Mais à dix mois de l'échéance présidentielle, ce scrutin régional contribue à ouvrir le jeu, insufflant de l'oxygène dans un système politique enfermé depuis quatre ans dans un duel Macron-Le Pen dont il semble bien que les Français ne veulent pas. ■

SOLENN DE ROYER

Abstention massive : « Tout le monde se plaint, mais ne vote pas »

Avec une participation en très légère hausse par rapport au premier tour, c'est encore près de deux électeurs sur trois qui ne se sont pas rendus aux urnes dimanche

Décidément, rien n'y aura fait. Les injonctions, les supplications, les regrets... Sur les 48 millions d'électeurs invités à voter pour le second tour des régionales et des départementales, dimanche 27 juin, seule une minorité s'est déplacée : 34,58 %, contre 33,27 % au premier. Corse à part, l'abstention a dépassé 60 %, même dans les régions où le scrutin paraissait serré.

Partout dans le pays, la journée s'est étirée, morne et plate. « Ça me paraît plus long que la semaine passée, soupire Gwenaëlle, agente territoriale, qui supervise un bureau de vote à Nantes. Le flux est différent. Mais là, on a senti de gros creux. On voit des gens qui viennent aujourd'hui qu'on n'avait pas vu la semaine passée, et inversement. » Une intermittence électorale et un désintérêt, sans surprise, donc.

Sur le terrain, pendant l'entre-deux-tours, pour tenter de convaincre, le candidat Les Républicains (LR) aux régionales en Nouvelle-Aquitaine, Nicolas Florian, n'a pas senti les gens « concernés » : « Certains m'ont dit : "Qu'est-ce que ça va changer dans ma vie, le nom du futur président de région ?" »

« Ça change pas, toujours les mêmes », lance en créole Patrick, 57 ans, abrité du soleil sous un kiosque en bois dans le parc de Bois-Madame, à Sainte-Marie, à La Réunion. « Cette année », précise-t-il, il n'ira pas voter. Abritée sous un autre kiosque pour le traditionnel pique-nique dominical, Elodie, 28 ans, lance avec un sourire : « C'est inutile de voter. Je n'ai pas

cinq ou dix minutes à perdre. Pas pour des promesses jamais tenues. Je préfère consacrer mon temps à ma famille. » Le sujet de conversation du jour porte plutôt sur les trois plats mijotés – porc massalé, rougail saucisses boucané, poulet-petit pois – qui reposent dans les marmites en fonte que sur les enjeux des deux scrutins du jour.

Entre les deux candidats aux régionales, Didier Robert (droite), qui a été condamné il y a un mois par la justice, et sa rivale, Huguette Bello (union des gauches), « qui n'a pas su gérer la crise requin », Elodie « n'accorde aucun crédit aux politiciens ».

« J'attends la présidentielle »

Frédéric, 66 ans et « toujours actif », est loin du soleil de La Réunion. Mais il a lui aussi choisi de délaissé les urnes au profit d'une promenade dans le jardin des Etangs-Gobert, à Versailles. Il vote aux élections municipales et nationales, pas aux autres : « Aucun candidat ne propose de faire ce qu'il faut faire : diminuer de 5 % le budget de la région sur la mandature. Ils nous disent tous : "Je vais dépenser plus." Je suis dégoûté. » Quant aux départementales, ce n'est pas la peine d'en parler : « L'échelon devrait être supprimé depuis longtemps. »

Il conclut sur l'abstention : « Les gens en ont marre. Et s'ajoute à cela un système de vote qui date de la III^e République, avec les isoaloirs et tout ça. Pourquoi ne peut-on pas voter par Internet, aujourd'hui ? » De fait, dans les bureaux de vote désertés, les conversations vont bon train sur les moyens de faire revenir les électeurs perdus.

Bureau de vote à Lyon, le 27 juin.

BRUNO AMSELLEM / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



A Versailles également, Jacques Kazian, 75 ans, a voté, lui : « [Il] ne manque aucune élection depuis [qu'il a] le droit de vote. Par principe. » Il trouve le taux d'abstention « scandaleux ». « Les gens, on leur donne un droit, et ils n'en font rien. Il faudrait presque rendre le vote obligatoire. Tout le monde se plaint, mais ne vote pas. C'est tellement facile de critiquer. » Gwenaëlle, à Nantes, penche plutôt pour « reconnaître le vote blanc ».

Peut-être, cependant, faudrait-il commencer par s'assurer que le scrutin est bien organisé. Malgré les « mesures radicales » annon-

« LE SYSTÈME DE VOTE DATE DE LA III^e RÉPUBLIQUE, AVEC LES ISOALOIRS ET TOUT ÇA. POURQUOI NE PEUT-ON PAS VOTER PAR INTERNET, AUJOURD'HUI ? »

FRÉDÉRIC 66 ans

cées mercredi 23 juin par le ministre de l'intérieur, Gérald Darmanin, nombreux sont les électeurs qui n'ont pas reçu les bulletins et les professions de foi des candidats. Quand d'autres ont reçu, entre les deux tours, le matériel électoral... du premier scrutin.

Certains s'en prévalent pour justifier leur désintérêt. « Je n'ai reçu aucun document électoral dans la boîte aux lettres », assure Hector, 50 ans, chauffeur-livreur, quartier dit « de reconquête républicaine », qui s'étend à cheval entre Nantes et Saint-Herblain

(Pays de la Loire). « Alors je ne sais même pas qu'on vote aujourd'hui, et je serais bien en peine de dire le nom d'un candidat. Moi, j'attends la présidentielle », explique-t-il.

Remords

Par ailleurs, le premier tour a pu laisser le sentiment que l'élection était pliée dans certaines régions. En Auvergne-Rhône-Alpes, où Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR) avait recueilli une semaine plus tôt 43,85 % des voix, par exemple, mais aussi dans les Hauts-de-France, où Xavier Bertrand avait obtenu 41,42 %, ou

La revanche de l'« ancien monde » ternie par la faible mobilisation

Les présidents de région sortants, largement réélus, voient leur légitimité amoindrie par la très faible participation aux élections

ANALYSE

Tous les sortants ont été largement reconduits, dimanche 27 juin, lors du second tour des élections régionales. En France métropolitaine, la droite compte sept élus, le Parti socialiste (PS) cinq, exactement comme il y a quinze jours.

Les deux pôles qui, depuis 2017, bataillent pour leur survie confortent leur position locale en imposant un sérieux revers aux

deux partis qui prétendaient les balayer : le Rassemblement national (RN), incapable de mobiliser ses électeurs, apparaît comme le grand vaincu du scrutin, tandis que le parti présidentiel La République en marche (LRM), à la fois mal implanté et ostracisé par ses adversaires, frise la marginalisation. La victoire de l'« ancien monde » serait totale si l'abstention n'avait de nouveau atteint un niveau record. Le sursaut d'entre-deux-tours que certains espé-

raient ne s'est pas produit : 65,42 % des électeurs ont boudé les urnes. C'est un petit peu moins qu'au premier tour (66,73 %), mais infiniment plus qu'aux régionales de 2015. Un écart de plus de 20 points sépare en effet les deux scrutins.

La décreue de la menace RN, concentrée cette fois dans la seule région Provence-Alpes-Côte d'Azur, où la participation a grimpé de plus de 4 points entre les deux tours, ne peut expliquer à elle seule la grève des urnes à laquelle on a assisté au cours de ces deux tours. Interrogés sur leur comportement de premier tour, les abstentionnistes ont livré aux sondeurs toute une série de raisons qui, additionnées, aboutissent à un véritable retrait démocratique ; 27 % d'entre eux disent avoir voulu affirmer leur mécontentement envers les politiques ; 23 % ont expliqué qu'aucune liste ne leur plaisait ; 20 % ont invoqué d'autres préoccupations ; 18 % un manque d'intérêt ; 17 % le fait que leur vote ne changerait rien... Autant de signes d'un sourd désenchantement.

Le coup de semonce vaut d'abord pour les présidents de région réélus. Leur score, en pourcentage des suffrages exprimés, apparaît élevé. Rapporté au nombre d'inscrits, il fond et amoindrit leur légitimité. La région, qui joue pourtant un rôle majeur dans l'aide aux entreprises, la formation professionnelle, les transports, et qui a tenté d'accroître sa visibilité pendant la gestion de la pandémie, reste, dans son fonctionnement, très éloignée des préoccupations des citoyens.

Crise démocratique larvée

Le coup de semonce vaut aussi pour tous les prétendants à l'élection présidentielle de 2022, qui vont devoir tenir compte de cette crise démocratique larvée lors de la confection de leurs projets. Le quinquennat qui s'achève s'était ouvert, en 2017, sur la promesse d'une profonde rénovation de la vie politique. Il s'achève sur un échec collectif : la confrontation constante entre le pouvoir national et les élus locaux a conduit le chantier constitutionnel dans une

impasse. Tous les élus sont aujourd'hui redevables d'une crise qui leur revient comme en boomerang. Compte tenu du fait que deux Français sur trois ne se sont pas rendus aux urnes, il serait périlleux de vouloir tirer du scrutin régional une conclusion nationale. Lors de la dernière élection présidentielle, l'électorat mobilisé était au moins deux fois plus large que celui constaté ces deux derniers dimanches : cela peut considérablement changer la donne.

Une ambiance s'est néanmoins créée, au demeurant nettement plus favorable à la droite qu'à la gauche. Interrogés par Ipsos-Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France et LCP-Assemblée nationale/Public Sénat, 48 % des Français jugent que Xavier Bertrand sort renforcé du scrutin, 39 % portent un jugement identique à propos de Valérie Pécresse, ce qui accentue la compétition entre les deux prétendants. Moins visible au niveau national, Laurent Wauquiez a vite réagi dimanche en appelant à « assumer des idées fortes » dans le débat national. Lui

aussi entend capitaliser sur sa victoire en Auvergne-Rhône-Alpes.

Trois perdants sont clairement identifiés : Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, sans qu'à ce stade le match de la présidentielle se trouve fondamentalement bousculé. Les deux finalistes de 2017 restent largement favoris pour l'élection de 2022, avec 24 % des intentions de vote. Un écart de 6 points les sépare de Xavier Bertrand, qui apparaît pour le moment comme le mieux placé à droite et le seul capable de les concurrencer. À gauche, Jean-Luc Mélenchon (7 %) perd 1 point, Yannick Jadot (10 %) et Anne Hidalgo (entre 8 et 9 %) restent stables, très loin du seuil de qualification pour le second tour.

La gauche et la droite, dont l'appétit s'est aiguisé, vont désormais entamer un périlleux processus de départage alors que Les Républicains et le Parti socialiste ont été jusqu'à présent trop faibles pour prétendre imposer un quelconque mode d'emploi à leur camp respectif. ■

FRANÇOISE FRESSOZ

OSP

COMMUNIQUÉ

01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

La société Banque Neufilize OBC, société anonyme dont le siège social est 3 avenue Hoche, 75008 Paris, identifiée sous le numéro 552 003 261 RCS Paris, met en demeure, en application de l'article L. 228-6 du Code de commerce, les titulaires de titres de capital qui n'ont pu être attribués individuellement et correspondant à des droits formant rompus, de faire valoir leurs droits dans le délai d'un an à compter de la présente publication, par lettre adressée à l'attention du Secrétaire Général à son siège social, 3 avenue Hoche, 75008 Paris. A l'expiration du délai d'un an susvisé, la société procédera à la vente des droits et tiendra le produit net de la vente à la disposition des titulaires ne s'étant pas manifestés pendant dix ans sur un compte bloqué dans un établissement de crédit.

De nouveaux ratés dans la distribution

Dans le Loiret, par exemple, certains électeurs ont reçu les bulletins du premier tour

Où est le matériel nécessaire à la propagande électorale? C'est la question posée par une bonne partie du personnel politique depuis le premier tour des élections régionales et départementales, le 20 juin. Le double scrutin, marqué par un taux d'abstention record de plus de 65 % les deux dimanches, a également été affecté par des dysfonctionnements en série dans l'acheminement des bulletins de vote et des professions de foi, envoyés avant chaque scrutin aux électeurs.

A Ronchin (Nord), avant le premier tour, des centaines d'enveloppes de propagande électorale avaient été retrouvées abandonnées à proximité d'une poubelle. A Thonon-les-Bains (Haute-Savoie), une pile de bulletins avait été retrouvée calcinée quelques jours avant le 20 juin. Dans le Loiret, certains électeurs ont reçu, mercredi 23 juin, des bulletins et des professions de foi du premier tour au lieu de ceux du second tour. Plus largement, de nombreux électeurs ont affirmé n'avoir tout simplement reçu aucun matériel électoral au premier comme au second tour.

Samedi 19 juin, le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a dénoncé une « distribution délirante » du matériel électoral. Le même jour, Christian Jacob, le président du parti Les Républicains (LR), a évoqué sur Twitter de « graves dysfonctionnements » qui « menacent la bonne organisation démocratique ». « La défaillance du service public national des élections est inacceptable et ne peut

qu'alimenter l'abstention », ont exploré lundi 21 juin dans un communiqué commun l'Association des maires de France, l'Assemblée des départements de France et Régions de France.

Dès le lendemain du premier tour, les critiques se sont focalisées sur les deux acteurs chargés de l'acheminement des plis électoraux : La Poste et, surtout, son partenaire privé Adrexo. Le 21 juin, les responsables des deux groupes ont été convoqués au ministère de l'intérieur, chargé de l'organisation des élections. Le locataire de la place Beauvau, Gérard Darmanin, a reconnu « des problèmes » et jugé qu'Adrexo n'avait « pas fait son travail correctement ». Critiquée de toutes parts, la firme privée a fait état d'une attaque informatique pour expliquer ses difficultés.

Mardi, au Sénat comme à l'Assemblée, deux députés de tous bords ont exigé une commission d'enquête. « C'est un scandale démocratique absolu, une honte

pour un pays comme la France. On ne peut pas avoir une démocratie au rabais », a protesté le président du groupe LR, Damien Abad. « La "start-up nation" d'Emmanuel Macron est incapable d'organiser des élections ! », a surenchéri le député La France insoumise (LFI) du Nord, Adrien Quatennens.

Adrexo, le maillon faible

Le même jour, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, était convoqué par la commission des lois du Sénat. Il a été interrogé sur les défaillances dans l'acheminement de la propagande électorale. Devant la commission, M. Darmanin a estimé que « 9 % des plis » n'avaient pas été distribués. Les responsables de La Poste et d'Adrexo ont également été entendus mardi par les députés.

Sous pression, la société Adrexo a fini par passer la main à La Poste concernant 12 % des 44 millions de plis qu'elle était censée distribuer pour le second tour dans sept ré-

gions et cinquante et un départements. Cela n'a pas empêché de nombreux incidents de se produire. « Des enveloppes vides ont été acheminées chez les électeurs dans certaines communes », a affirmé, samedi 26 juin, la tête de liste LR aux élections régionales en Nouvelle-Aquitaine, Nicolas Florian, qui dénonce une « faillite de l'Etat ». Dès les premières annonces de résultats du second tour, Marine Le Pen s'est empressée de dénoncer « une absence totale d'information, une organisation désastreuse et erratique des scrutins ».

En interne, le syndicat SUD-PTT estime qu'Adrexo « a pris en charge une activité surdimensionnée par rapport à ses capacités » et chiffre à 60 % le taux de matériel électoral qui n'a pas été correctement distribué dans certaines localités rurales. Avec cet incident, c'est l'ouverture totale du marché à la concurrence de la propagande électorale qui est remise en question. Devant les sénateurs, le ministre de l'inté-

rieur s'est dit favorable à une modification de la loi pour mieux encadrer les marchés, voire réintégrer la distribution électorale dans le giron du ministère. « Si demain le Parlement souhaitait que nous reprenions en régie un certain nombre de choses, notamment pour assurer le service public des élections, personnellement je n'y verrais pas d'inconvénient », a-t-il précisé, mercredi, devant le Sénat.

Dimanche 27 juin, Adrexo a annoncé avoir de nouveau rencontré de nombreux problèmes en amont du second tour. « Force est de constater que de nombreuses difficultés sur l'ensemble de la chaîne logistique jusqu'à la distribution, incluant les impressions et le routage, ont été relevées sur l'ensemble du territoire », précise le communiqué du groupe, qui sera auditionné mardi 29 juin devant la commission des lois de l'Assemblée nationale sur ces « dysfonctionnements ». ■

CLÉMENT PERRUCHÉ

OPA simplifiée initiée par le Groupe BPCE

Actionnaires de Natixis

Prix par action
Natixis

4 €

dividende détaché

Ce sont les derniers
jours pour apporter
vos titres

L'offre se clôture
le 1^{er} juillet 2021

N'ATTENDEZ PLUS POUR APPORTER VOS TITRES

Le Groupe BPCE appartient aux Banques Populaires et aux Caisses d'Épargne et détient à ce jour plus de 70 % du capital de Natixis.

- ▷ La cotation de Natixis ne lui apporte pas aujourd'hui les moyens utiles à son développement ; les marges de manœuvre stratégiques étant davantage situées au sein du Groupe BPCE
- ▷ L'offre a été approuvée unanimement par le conseil d'administration de Natixis qui recommande aux actionnaires d'apporter leurs titres
- ▷ L'offre constitue une opportunité de liquidité à un prix attractif et jugé équitable par un expert indépendant

En savoir plus

0 800 41 41 41 Service & appel gratuits

Prenez contact avec votre intermédiaire financier

groupebpce.com

NATIXIS

GRUPE BPCE

La note d'information de BPCE et la note en réponse de Natixis, telles que visées par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 15 avril 2021 sous les numéros 21-107 et 21-108 respectivement, ainsi que les documents relatifs aux autres informations de ces sociétés, sont disponibles sur le site internet de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) (www.amf-france.org) et sur les sites internet de BPCE (<https://groupebpce.com/investisseurs/offre-publique-sur-natixis>) et de Natixis (https://www.natixis.com/natixis/fr/offre-publique-de-bpce-ra25_130226.html).

en Occitanie, où Carole Delga (Parti socialiste, PS) avait rassemblé 39,57 %. Et même en Nouvelle-Aquitaine : le président (PS) sortant, Alain Rousset, avait recueilli 28,83 %, loin devant Edwige Diaz du Rassemblement national (RN, 18,20 %). « C'est pas mieux que la semaine dernière », se désole Sylvie Justome, la présidente du bureau de l'école Alphonse-Dupeux, à Bordeaux, dimanche après-midi. « Il n'y a pas un enjeu régional comme en PACA [Provence-Alpes-Côte d'Azur] », note Nicolas Florian, candidat LR en Nouvelle-Aquitaine, de passage dans ce bureau de vote.

Pourtant, certains sont venus. Ceux qui ont eu des remords, notamment. Comme Michaël, 43 ans, surêtement gris et casquette sombre, qui s'avance sous la pluie en direction de l'école maternelle Louise-Michel, bureau de vote de la rue du Foix, à Blois. « La semaine dernière, je ne suis pas allé voter, confie-t-il. Je n'avais pas trouvé de raison de le faire. Ce qui m'a motivé pour y aller aujourd'hui, ce ne sont pas les candidats, mais ce taux d'abstention, flippant. » Même si, parfois, c'est trop tard.

Quand la candidate PS d'Auvergne-Rhône-Alpes, Najat Vallaud-Belkacem, arrive dimanche matin dans la cour de l'école Emile-Zola, à Villeurbanne (Rhône), un couple l'aborde et avoue : « Nous avons été mauvais élèves, nous n'avons pas voté dimanche 20 juin. Cette fois, nous avons décidé de ne pas oublier. » L'ancienne ministre de François Hollande lève les yeux au ciel, serre le poing et

lâche en souriant : « C'était la semaine dernière qu'il fallait y aller ! » Le rire est amer. Avec 11,42 % au premier tour, M^{me} Vallaud-Belkacem a dû fusionner ses listes avec les écologistes.

Et puis, il y a les prévoyants. Rabah Saïdi, 75 ans, vote à Roubaix (Nord). « Pour pouvoir râler sur la politique nationale ou locale, dit-il, il faut s'exprimer et voter. Même si c'est pour voter blanc. » Christiane, 52 ans, fonctionnaire, dépend d'un bureau situé au cœur du 5^e arrondissement de Marseille, où la gauche est arrivée en tête du premier tour. Le retrait du candidat Europe Ecologie-Les Verts, Jean-Laurent Félicia, aux régionales, laisse ses électeurs orphelins et face au dilemme du « front républicain ». Christiane a hésité longtemps, mais elle dit : « Je travaille en lien avec les lycées, je ne veux pas être sous tutelle du RN. » Elle a donc mis dans l'urne deux bulletins pour le candidat LR, Renaud Muselier. Un pour elle, et un pour sa fille, pour laquelle elle a une procuration. « Cela fait trop d'années que je vote au second tour contre celui que je ne veux pas, plutôt que pour celui que je veux », déplore-t-elle.

Enfin, il y a ceux qui voient loin. Henri Leroy, 86 ans, déplore que certains « vieux » donnent leur voix au RN. « Je leur dis : "Vous êtes fous." » Le parti obtient dans ce territoire de la troisième couronne rennaise des scores plutôt élevés par rapport à ses moyennes bretonnes. Et le retrait de Pipriac (Ille-et-Vilaine) considère que le « pire », dès lors, pourrait advenir : « Dans tous les pays où on ne vote pas, un jour ou l'autre on se retrouve avec un type fort qui prend le pouvoir, et l'armée qui est d'accord avec lui... » ■

BENOÎT FLOC'H, YAN GAUCHARD (À NANTES), NICOLAS LEGENDRE (À RENNES), CLAIRE MAYER (À BORDEAUX), LAURIE MONIEZ (À LILLE), JORDAN POUILLE (À BLOIS), GILLES ROF (À MARSEILLE), PATRICK ROGER, RICHARD SCHITTLY (À LYON), JÉRÔME TALPIN (À SAINT-DENIS, LA RÉUNION) ET MARTIN TERRIEN

« CELA FAIT TROP
D'ANNÉES QUE JE VOTE
AU SECOND TOUR CONTRE
CELUI QUE JE NE VEUX
PAS, PLUTÔT QUE POUR
CELUI QUE JE VEUX »

CHRISTIANE
52 ans

Macron veut réformer pour masquer la défaite

Le chef de l'Etat n'entend pas tirer de leçons et préfère mettre en avant les dossiers socio-économiques avant 2022

Emmanuel Macron se veut à l'image des Français : il se fiche des élections régionales. C'est en tout cas le message que l'Élysée tente à tout prix de faire passer depuis une semaine afin de rendre moins amère la débâcle de la majorité. Au lendemain du premier tour, le 21 juin, le chef de l'Etat affichait une apparente indifférence, allant jusqu'à recevoir au palais présidentiel la pop star canadienne Justin Bieber pendant près d'une heure. « Après le second tour, il ira à Disneyland ! », anticipait, hilare, un de ses ministres. En réalité, ce sera Douai (Nord). Le président de la République y est attendu, lundi 28 juin, pour vanter un autre pays des merveilles : la France.

Le groupe chinois Envision compte implanter dans la cité nordiste une usine de batteries électriques. Un enjeu d'avenir et une bonne nouvelle – avec à la clé environ 1000 emplois créés –, qui vaut bien un passage dans cette région des Hauts-de-France pourtant devenue le symbole de la déroute électorale des macronistes. Éliminés dès le premier tour, ces derniers ont appelé à voter sans contrepartie pour le président sortant de droite, Xavier Bertrand, rival déclaré en vue de l'élection présidentielle de 2022. L'affrontement ne fait que commencer : l'ancien maire de Saint-Quentin (Aisne) a grillé la politesse au chef de l'Etat en annonçant, dès vendredi, l'arrivée d'Envision, comme pour s'en attribuer le mérite. « C'est un projet qui a été porté depuis trois ans maintenant par le gouvernement », lui a répondu la ministre déléguée chargée de l'industrie, Agnès Pannier-Runacher.

Malgré l'échec des régionales, Emmanuel Macron ne compte tirer aucun enseignement du scrutin, qui s'est soldé par un nouveau record d'abstention (65,42 %) lors du second tour, dimanche. « Il n'y a pas de vote sanction, juste une absence d'envie de régions et de candidats », veut-on croire dans son entourage, sondages à l'appui.

Le locataire de l'Élysée ne devrait donc pas tenir compte du message des électeurs dans son plan pour la fin du quinquennat, qu'il entend dévoiler d'ici au 14 juillet. « Les résultats ne permettent pas de trancher en faveur de telle ou telle priorité », estime Roland Lescure, porte-parole de La République en marche (LRM).

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, BRUNO LE MAIRE, PLAIDE EN FAVEUR D'UN RETOUR RAPIDE DE LA RÉFORME DES RETRAITES

Selon le député des Français établis hors de France, deux chemins alternatifs se proposent à la majorité : « la relance et le rassemblement » ou « la relance et la réforme ». En clair, l'apaisement ou le risque. Avec, au menu de la seconde hypothèse, une possible réforme des retraites.

Terrain de jeu favorable

Avant de trancher, Emmanuel Macron veut accompagner la reprise de l'activité économique dans cette sortie de crise sanitaire, rendue plus incertaine par la progression du variant Delta. Après Douai, il devait recevoir sous les ors du château de Versailles, lundi soir, plus d'une centaine de patrons de grands groupes internationaux pour une nouvelle édition du sommet Choose France. L'occasion de vanter les réformes entreprises depuis 2017, qui auraient permis, selon l'Élysée, de renforcer l'attractivité économique de la France. Mardi, M. Macron doit visiter les nouveaux locaux parisiens de la banque américaine JPMorgan, qui a fait de la capitale française le centre névralgique de ses activités en Europe depuis le Brexit.

Si l'exécutif décide de pousser les feux sur les sujets économiques et sociaux, c'est que ce domaine représente un terrain de jeu favorable, en théorie, à l'ancien ministre de l'économie. « Nous avons un électoralat réformiste, qui attend de nous qu'on fasse les transformations nécessaires », juge le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal. Tous les pays vont se lancer dans la relance et la reconstruction. Est-ce que la France a intérêt à mettre sur pause pendant dix mois ? Non. »

L'idée d'Emmanuel Macron est donc de lancer dès maintenant des chantiers de long terme, y compris s'ils ne doivent pas être achevés avant l'élection présidentielle. Une manière de se projeter vers un second mandat et de donner le sentiment de réformer jusqu'au bout, même en pleine campagne électorale – la



Emmanuel et Brigitte Macron au Touquet (Pas-de-Calais), le 27 juin. LUDOVIC MARIN/AFP

France présidera alors l'Union européenne. A l'appui de cette stratégie, certains membres du gouvernement, à l'image du ministre de l'économie, Bruno Le Maire, plaident en faveur d'un retour rapide de la réforme des retraites. La proximité de la présidentielle, à leurs yeux, pourrait jouer le rôle de paratonnerre et prévenir une grogne qui, autrement, s'exprimerait dans la rue. « La faire dans ce calendrier, c'est un vaccin contre les mouvements sociaux », veut-on croire à Bercy. « Y aller maintenant, ce serait un choix scabreux », juge au contraire une ministre, quand le député (LRM) de Paris Pierre Person prévient : « Il ne faut pas donner un bâton de dynamite et des allumettes à ceux des partenaires sociaux qui n'attendent que ça ! »

Selon un sondage Ipsos-Sopra Steria pour France Télévisions, Radio France et La Chaîne parlementaire, 44 % des Français souhaitent qu'une réforme des retraites soit mise en œuvre d'ici à 2022.

Quel que soit le calendrier, le chef de l'Etat a enterré, pour l'heure, l'idée de créer un régime de retraite universel par points.

En revanche, l'allongement de la durée légale de travail – avec une borne repoussée à 64 ans – est présenté au sein du gouvernement comme « le sens de l'histoire ». « Cela peut être fait en deux lignes dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale », souffle un ministre. Autre sujet qui pourrait être intégré à cette réforme : la disparition des régimes spéciaux. « Ça ne fait plus débat dans le pays », veut croire un conseiller d'Emmanuel Macron. Au risque de crispier un peu plus la relation avec les syndicats, le président de la République ayant aussi pour ambition de faire revenir dans l'atmosphère sa très décriée réforme de l'assurance-chômage, qui a été retoquée par le Conseil d'Etat.

« Le flingue de l'opinion »

Deux autres chantiers économiques et sociaux, enfin, pourraient être inscrits à l'agenda. Une extension de la « garantie jeunes universelle », tout d'abord, est à l'étude. Mais il n'est pas question, répète-t-on au sommet de l'Etat, que cette allocation de 500 euros par mois destinée aux moins de

L'IDÉE EST DONC DE LANCER DÈS MAINTENANT DES CHANTIERS DE LONG TERME, Y COMPRIS S'ILS NE DOIVENT PAS ÊTRE ACHEVÉS AVANT 2022

25 ans en recherche d'emploi ne se transforme en « RSA jeunes ». Une grande partie de la majorité et du gouvernement, par ailleurs, pousse en faveur d'un projet de loi destiné à lutter contre la dépendance des personnes âgées. Consensuelle en apparence, la réforme est controversée en raison de son coût, évalué à 10 milliards d'euros.

Les ministres de Bercy craignent que la France ne devienne la proie des marchés financiers dans les mois à venir, et tentent donc de convaincre leurs collègues du gouvernement de la nécessité de réduire le volume de la dépense publique après plus d'un an de « quoi qu'il en coûte ».

Devant un proche, Bruno Le Maire s'est félicité d'avoir « tué » l'hypothèse d'un deuxième plan de relance. L'entourage d'Emmanuel Macron estimait pourtant, il y a encore quelques semaines, que l'enveloppe de 100 milliards d'euros initialement prévue était insuffisante.

En dehors de ces thèmes, l'aile droite de la Macronie incite le locataire de l'Élysée à ne pas baisser la garde au sujet de la sécurité. « C'est une priorité pour tous les Français », estime un transfuge du parti Les Républicains. « Nous avons le flingue de l'opinion sur la tempe », s'inquiète un cadre de la majorité. Selon son entourage, le chef de l'Etat aurait l'intention d'agir contre la récurrence. Beaucoup moins attendue par les Français, la loi « 4D », consacrée aux collectivités locales, pourrait, elle aussi, trouver sa place à l'agenda. « Elle intéresse beaucoup les élus locaux », défend un macroniste. Ceux-là mêmes parmi lesquels le chef de l'Etat aimerait trouver des relais en 2022, faute de pouvoir compter sur ses propres forces. ■

OLIVIER FAYE ET CLAIRE GATINOIS

Centre-Val de Loire : un échec cuisant pour le ministre Marc Fesneau

Dans la seule région qui représentait un espoir de conquête pour la Macronie, le socialiste François Bonneau a été largement réélu

BLOIS - correspondant régional

À 67 ans, l'ancien principal de collège et tête de liste socialiste François Bonneau remporte la région pour la troisième fois, grâce notamment au report des voix des écologistes, alliés à sa liste au second tour. Devant les caméras alignés dans le hall de l'hôtel de région, à Orléans, l'élu, qui rassemble 39,15 % des suffrages, était extatique : « Les gens nous ont fait confiance, car cette élection était 100 % région, ce n'était pas un galop d'essai pour une quelconque élection présidentielle, comme d'autres ont voulu le faire ! » Désertification médicale oblige, ses premiers mots ont porté sur le recrutement de soignants : « La grande priorité va être la santé, car j'ai fait cette proposition hyper ambitieuse de 300 médecins généraliste salariés », contre une dizaine actuellement.

Conscient de la chute de popularité du Parti socialiste à l'échelle nationale et du triomphe des Verts aux dernières municipales à Tours, la tête de liste Charles Fournier (EELV-LFI, 10,85 % au premier tour) avait cru dur comme fer à sa victoire et à une alliance de second tour en faveur des écologistes. « Il y a une tradition à travailler ensemble dans cette région, c'était le cas en 2010 et en 2015... Nous avons une expérience de travail en commun. Bien sûr, j'aurais aimé être en position d'organiser ce rassemblement, mais nous avons un score qui nous permet tout de même d'être exigeants. » Et de peser davantage dans les décisions de la majorité en faveur de la transition énergétique, pour mieux en finir avec les « mesurette vertes » que ses partisans déploraient.

L'enseignement de ce suffrage est surtout la défaite écrasante du candidat MoDem-LRM

Marc Fesneau. A travers lui, le Centre-Val de Loire constituait un véritable espoir de conquête, si ce n'est le seul, pour la majorité présidentielle. Or le ministre chargé des relations avec le Parlement, ex-maire de Marchenoir (Loir-et-Cher) de 2008 à 2017 et amateur de chasse à l'arbalète, termine le second tour en quatrième position, à 16 % de suffrages, loin du jeune candidat du Rassemblement national (RN) Aleksandar Nikolic

« NOUS AVONS UNE EXPÉRIENCE DE TRAVAIL EN COMMUN ET UN SCORE QUI NOUS PERMET D'ÊTRE EXIGEANTS »

CHARLES FOURNIER
tête de liste EELV-LFI

(22,24 %), dont il moquait le projet de parc d'attractions lors des débats, tout aussi loin du candidat Les Républicains (LR) Nicolas Forissier (22,61 %). « Je ne commente pas à chaud », a-t-il marmonné derrière son masque noir, au soir du second tour.

Stratégie du coucou

Pour tenter de battre une gauche unie, le président du parti Les Républicains, Christian Jacob, avait réclamé le retrait des listes présidentielles dans trois régions, les Pays de la Loire, la Bourgogne-Franche-Comté et le Centre-Val de Loire, alertant : « Il y a un risque de gouvernance avec des équipes de l'extrême gauche ou des Verts extrémistes. » M. Fesneau dressait le même constat alarmiste sur « la perspective d'une victoire de François Bonneau, désormais allié des communistes, des Verts et des amis de M. Mélenchon, c'est-à-dire

de l'extrême gauche la plus opposée aux entreprises, à l'agriculture, au monde rural, à nos modes de vie ».

Mais de retrait il n'y a pas eu. Mieux, Marc Fesneau avait exhorté le candidat LR à le rejoindre, faisant mine d'oublier que son score au premier tour lui était inférieur. Chose que n'avait pas goûté Nicolas Forissier : « Comment parler de main tendue quand le gouvernement a placé un candidat LRM face à la droite dans chaque région ? Ou quand le premier ministre est venu dans la région à deux reprises afin de soutenir le candidat Fesneau ? Je n'ai pas vu de main tendue. En revanche, chez LR, on a mené la campagne qu'on devait faire, avec un langage de clarté, sans tripatouillage de lendemain de second tour. » L'entourage de M. Forissier a dénoncé une toxique stratégie du coucou : « Au fil des jours, durant cette campagne, nos mesures, nos prises de po-

sition étaient systématiquement reprises après par Marc Fesneau... La confusion était permanente », décrit un collaborateur.

Bien malgré lui, M. Fesneau a fait sans doute aussi les frais d'une gestion chaotique des professions de foi par le prestataire désigné par son gouvernement. Sur les coteaux de la Loire, des communes entières n'ont pas reçu le moindre document de campagne. C'est le cas par exemple à Valaire (Loir-et-Cher), petit village de 85 habitants près d'Onzain. « C'était bienvenue en Absurdie », résume Catherine Le Troquier, maire dont les administrés vont être distingués mercredi, en salle des fêtes, d'une « Marianne du civisme » après leur mobilisation exemplaire (93,6 %) aux municipales de 2020. Ce dimanche, leur taux de participation chutait à 63,64 %... avec 8 voix pour Marc Fesneau. ■

JORDAN POUILLE

LRM, le maillon très faible de la majorité

Les candidats macronistes, isolés, ont fait des scores décevants au second tour. Un coup de semonce avant 2022

Ni sanction ni désaveu? Le résultat calamiteux des élections régionales n'aurait, pour Emmanuel Macron, rien d'une remise en question de sa politique. Quand bien même le résultat des élections, dont le second tour s'est joué dimanche 27 juin, souligne la faiblesse de la majorité présidentielle, qui n'a obtenu que 7 % des suffrages sur l'ensemble du pays, le chef de l'Etat veut y voir un défaut de jeunesse de son parti, La République en marche (LRM). Rien d'autre.

Après un premier tour décevant, le second s'est révélé humiliant pour LRM. A l'exception de la Guadeloupe, où le macroniste Ary Chalus est reconduit, et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, où un accord avait été trouvé avant le 20 juin avec le président sortant (Les Républicains, LR), Renaud Muselier, les listes du parti présidentiel ont été incapables de nouer des alliances. Dans les huit régions où les listes LRM se sont maintenues, la majorité se hisse, au mieux, en troisième position. Aucune des grandes figures de la majorité ne sort grandie de ce scrutin. En Bretagne, Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, n'est même pas reconduit dans ses fonctions de conseiller régional. Quant au premier ministre, Jean Castex, il voit son canton des Pyrénées-Orientales basculer à gauche lors du second tour des élections départementales, qui se tenaient également dimanche.

Ces résultats représentent « un coup de semonce très important pour la majorité », averti le président du MoDem, François Bayrou, allié à LRM. Cinq ans après sa création, et à dix mois de la présidentielle, le mouvement d'Emmanuel Macron se montre donc incapable de poursuivre la « recomposition politique » souhaitée par le chef de

l'Etat. Mouvement de « cliqueurs » plus que de militants pour le sénateur et chef du groupe macroniste au Sénat, François Patriat, LRM pâtit de l'inexpérience de ses cadres. « On ne crée pas une culture ex nihilo », dit Marc Fesneau, ministre chargé des relations avec le Parlement et candidat malheureux de la majorité dans la région Centre-Val de Loire (quatrième à 16 %).

« Notre force militante a résisté » Le chef de l'Etat n'est pas étranger à la contre-performance de son propre mouvement. « Il sait que tout repose sur lui, et on ne peut pas dire qu'il s'en soit beaucoup occupé », déplore un macroniste. Pourtant, si Emmanuel Macron peut gouverner sans un parti fort, le (futur) candidat peut-il espérer être réélu sans lui? Avec un siège flamboyant neuf-2800 mètres carrés dans le 8^e arrondissement de Paris – et des moyens financiers colossaux – 20,9 millions d'euros de dotation financière par l'Etat, en 2020, au titre des résultats aux législatives de 2017 –, LRM reste incontournable, au moins sur le plan logistique. « N'en déplaise à nos adversaires, notre force militante a résisté à nos revers électoraux », assure le député de Paris, Gilles Le Gendre.

Au sein du mouvement certains rêvent que la déroute des régionales soit l'occasion d'un nouveau départ, aidé par le renouvellement du bureau exécutif. La moitié des membres du parti présidentiel doit être désignée, le 21 juillet, par le conseil national de LRM. Certains y voient aussi l'occasion d'écourter le mandat du patron du mouvement, Stanislas Guerini, très critiqué. Depuis plusieurs semaines, certains macronistes font le siège du bureau de Gabriel Attal pour pousser le porte-parole du gouvernement à se positionner comme un recours au délégué gé-

néral du parti. Le nom du député européen et conseiller politique d'Emmanuel Macron Stéphane Séjourné circule également. Mais, à en croire un bon connaisseur du mouvement, « Séjourné attendra toujours que le président lui donne le parti, il n'ira pas le prendre ».

Si prendre la direction du parti n'attire pas, c'est aussi que beaucoup doutent du poids de LRM pour la présidentielle. « Une campagne de réélection ne se fait pas uniquement sur un parti. François Mitterrand n'a pas gagné en 1988 grâce au PS, relativise Roland Lescure, porte-parole du mouvement. LRM doit être une composante de la campagne, mais pas le seul instrument. On doit être dans une logique de rassemblement. »

Pour ce rassemblement, l'hypothèse de la formation d'une « maison commune », évoquée dès 2020, peine à séduire. En germe depuis plusieurs mois, ce projet vise à regrouper les chapelles de la majorité sous un même toit, du

AU SEIN DU MOUVEMENT PRÉSIDENTIEL, CERTAINS RÊVENT QUE LA DÉROUTE DES RÉGIONALES SOIT L'OCCASION D'UN NOUVEAU DÉPART

MoDem à Agir (centre droit), en passant par les radicaux ou Territoires de progrès (centre gauche). L'initiative reste cruciale aux yeux de certains proches d'Emmanuel Macron, à commencer par son ex-conseiller spécial Philippe Grangeon. Mais M. Bayrou paraît peu enclin à diluer son parti dans une structure plus large.

Au-delà de LRM et de ses alliés, le chef de l'Etat compte sur un travail de terrain pour rallier les soutiens. Le tour de France entamé début juin doit lui permettre de dessiner son programme et l'agenda de la

fin de son quinquennat en « sondant » l'humeur du pays, mais aussi de détecter les élus qui pourraient faire campagne à ses côtés. A en croire un proche de M. Macron, l'exécutif planche à l'élaboration d'un mouvement non partisan pour recruter des personnalités de tous horizons.

Positionnement ambigu

Un acteur de poids pourrait se greffer à cette « partie de campagne » : Edouard Philippe. L'ancien premier ministre a donné rendez-vous à ses proches fin septembre, au Havre, afin de se « structurer », selon ses termes, sur la base de l'association La République des maires, présidée par le maire d'Angers, Christophe Béchu. Cette hypothétique nouvelle formation pourrait faire la jonction entre la majorité et une partie de la droite restée dans l'opposition. Seul hic : le positionnement du maire du Havre vis-à-vis d'Emmanuel Macron reste ambigu. Cher-

che-t-il à apparaître comme un allié ou un recours? Deuxième écueil, le renforcement de LR lors des régionales pourrait échauder les candidats au départ. Le recrutement des anciens LR Hubert Falco, maire de Toulon, et Christian Estrosi, édile de Nice, pourrait prendre plus de temps que prévu.

Conscient de l'épuisement de la marque, Emmanuel Macron pourrait être tenté de donner un nouveau nom à la structure qui sera amenée à le soutenir. Le label Renaissance, utilisé avec succès lors de la campagne des européennes de 2019, lui plaît particulièrement, selon un proche. « Je relierais la période que nous vivons à la fin du Moyen Age et au début de la Renaissance. C'est l'époque des grandes peurs, de phénomènes qui forment un peuple, je dirais même de la réinvention d'une civilisation », lançait-il lors d'un entretien à Zadiq, le 27 mai. Tout un programme. ■

OLIVIER FAYE
ET CLAIRE GATINOIS

En Bretagne, « partie d'échecs » en perspective

Sans majorité absolue, le vainqueur socialiste devra composer avec les groupes minoritaires

RENNES - correspondant

Les visages en disaient au moins autant que les mots, dimanche 27 juin au soir, sur le plateau de France 3 Bretagne. Réunis devant les caméras, les cinq têtes de liste qui s'affrontaient, lors du second tour des élections régionales, dans le cadre d'une quinquangulaire inédite, avaient l'ocellade fraternelle, le regard inquiet ou le demi-sourire tactique. Par-delà les formules convenues, les uns et les autres semblaient déjà songer à la partie d'échecs qui s'annonce.

La victoire du socialiste Loïc Chesnais-Girard, président sortant, est certes nette – il obtient 29,84 % des voix contre 21,98 % pour sa première poursuivante, Isabelle Le Callennec (Les Républicains, LR). Mais ce succès n'a rien d'un triomphe comme son prédécesseur et mentor, Jean-Yves Le Drian, actuel ministre des affaires étrangères, les a longtemps collectionnés. Dans un contexte de participation historiquement faible, le plus jeune président de région français n'a été adoubé que par 10,46 % des inscrits. Surtout, il n'atteint pas la barre des 33 %, synonyme de majorité absolue dans l'hémicycle. Dans ce contexte, ses coudées devraient être moins franches, et son quotidien de président plus mouvementé, que durant ses quatre premières années de mandat (2017-2021). Deux options s'offrent à M. Chesnais-Gi-

rard d'ici au « troisième tour » du scrutin (l'élection du président du conseil régional par les conseillers élus), prévu le 2 juillet : négocier un accord avec l'un des groupes minoritaires, ou bien « débaucher » au moins deux membres de ces groupes afin de consolider sa majorité. S'il échoue, il lui faudra négocier au cas par cas.

Thierry Burlot, vice-président du conseil régional auprès de M. Chesnais-Girard, dont la liste soutenue par La République en marche (LRM) est arrivée quatrième, est le grand perdant de ce scrutin. Lui et son colistier Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, ne font d'ailleurs pas partie des neuf candidats élus sous l'estampille « Nous la Bretagne ». Pour LRM, ainsi que pour Jean-Yves Le Drian, qui avait exhorté, avant le premier tour, ses deux « héritiers » à se réconcilier, il s'agit d'un camouflet majeur. Ce qui n'a pas échappé à la candidate écologiste Claire Desmares-Poirrier, qui a répété durant la campagne que le « logiciel » de Jean-Yves Le Drian était « dépassé » et que l'intéressé symbolisait le « monde d'avant ». La trentenaire ne cachait pas sa satisfaction, dimanche soir : sa liste a gagné 6 points entre le premier et le second tour, passant de 14,84 % à 20,22 %. Forte de ce résultat et des douze élus qu'il lui offre, M^{me} Desmares-Poirrier envisage d'instaurer un « rapport de force » avec le vainqueur du jour. ■

NICOLAS LEGENDRE

CRÉER
LA
BEAUTÉ
QUI
FAIT AVANCER
LE MONDE

QR code

**CHEZ L'ORÉAL,
NOUS SOMMES À L'IMAGE DE NOS CONSOMMATEURS.**

En 2020, nous avons été classés au 6^{ème} rang des entreprises les plus diversifiées et inclusives au monde par Refinitiv, fournisseur indépendant de données.

L'ORÉAL
GROUPE



La droite se projette vers 2022

Avec les victoires de Bertrand, de Pécresse et de Wauquiez, le parti LR va désormais essayer de se trouver un candidat sans se déchirer

Il auront retenu leur souffle jusqu'au bout. Les résultats du premier tour du scrutin régional avaient certes de quoi rassurer le parti Les Républicains (LR), mais la droite a attendu le dernier moment pour crier victoire. « On ne sait jamais », lâchait récemment un élu. Xavier Bertrand, le président sortant de la région Hauts-de-France, avait d'ailleurs prévenu ses équipes: « L'élection est un match de foot dont les résultats de premier tour ne sont que la fin de la première mi-temps, il faut se battre comme si nous étions derrière. »

Voici pourtant que la droite et ses candidats affiliés ressortent définitivement rassérénés d'une épreuve à hauts risques pour tous les partis politiques. Dans les départements, la droite réalise une belle performance dans ses bastions, et réalise mêmes quelques prises historiques, dans le Finistère, dans le Val-de-Marne ou dans les Pyrénées-Atlantiques.

Certes, l'abstention a encore marqué de son empreinte ce second dimanche de vote avec un taux de 65,42 %, mais qu'importe pour les cadres de la droite. A dix mois de l'élection présidentielle, LR, qui ne cesse de répéter

vouloir incarner « l'alternance » à Emmanuel Macron, estime sortir renforcé de ce que certains ont pu percevoir « comme un tour de chauffe ». Les sept régions que la droite dirigeait demeurent ainsi sous son giron; elle n'a perdu aucune de ses présidences.

Il en va ainsi de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) où beaucoup craignaient le pire à cause de l'alliance de premier tour très critiquée à droite entre le président sortant (LR), Renaud Muselier, soutenu par la majorité présidentielle face au Rassemblement national (RN) emmené par Thierry Mariani. Après des semaines de sueurs froides et de portes qui claquent au sein du parti, de prophéties catastrophistes annonçant sa défaite, M. Muselier l'emporte avec 57,3 % des suffrages contre 42,7 % pour M. Mariani.

Bertrand « relégitimé »

Particulièrement attendu, Xavier Bertrand, le président sortant des Hauts-de-France auquel les sondages prédisaient un premier et un second tour compliqués face au RN Sébastien Chenu et à l'union des gauches sous la houlette de l'écologiste Karima Delli, l'emporte pour sa part avec 52,37 % des

voix, soit près de 19 points de plus que son adversaire de l'ex-Front national (25,65 %). L'ex-ministre du travail, qui a fait part dans un entretien au *Point* dès avril de son envie de représenter la droite pour 2022, sort ainsi renforcé. Lui qui avait conditionné sa participation à l'élection suprême de la vie politique sort ainsi « relégitimé » par le vote de ses administrés.

C'est d'ailleurs un véritable discours de candidat à la présidentielle que le patron des Hauts-de-France a donné quelques minutes après la publication des résultats. « J'ai été clair, sans rien vous cacher de mes intentions », a-t-il rappelé à ses électeurs, cherchant à rassembler au-delà de son camp afin de se présenter comme le président de région de tous, mais aussi poten-

« [XAVIER BERTRAND] NE CHANGERA RIEN. IL EST PARTI, AU SUIVEUR DE LE RATTRAPER »

JULIEN DIVE
député de l'Aisne

tiellement un président de la République pour tous. L'élu s'est dit prêt à aller « à la rencontre de tous les Français ».

Une autre figure de la droite a récolté, dimanche 27 juin, de très bons suffrages: Laurent Wauquiez, le président (LR) sortant de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Celui qui s'était vu sommer de rendre les clefs du parti et s'était retiré dans ses terres après le fiasco des élections européennes de 2019 (la liste LR avait à l'époque à peine dépassé les 8 %) est conforté à la tête de sa région avec 55,17 % des suffrages. Soit plus de 20 points devant Fabienne Grebert (33,65 %), représentante de toute la gauche.

Valérie Pécresse, qui faisait face, elle aussi, en Ile-de-France à l'union des gauches derrière l'écologiste Julien Bayou (33,68 %), l'emporte haut la main avec 45,92 % des voix. En tout, la droite remporte donc 38 % des suffrages en France métropolitaine.

Voilà donc la page des régionales tournée. Celle de la présidentielle va pouvoir s'écrire. Car Christian Jacob, le patron de LR, l'avait promis: le mouvement commencerait une autre séquence fin juin, celle d'une course à laquelle plusieurs présidents de région

aujourd'hui confortés pourraient participer. Au premier rang desquels Xavier Bertrand. Mais aussi Valérie Pécresse, Laurent Wauquiez ou encore l'ex-commissaire européen Michel Barnier et le sénateur de Vendée Bruno Retailleau. Qu'a fait Xavier Bertrand, dimanche, si ce n'est d'ailleurs se placer, à travers son discours, comme le seul candidat crédible de la droite? « Par-delà la colère et les souffrances, il y a un chemin de l'espoir. Il vient du cœur des territoires, depuis cette France fière, digne, courageuse et qui va reprendre en main son destin. Ce chemin de l'espoir, il démarre maintenant, il démarre ici », a-t-il ainsi déclaré.

« Inutile de se précipiter »

Parmi ses soutiens, on assume d'ailleurs parfaitement ce saut en avant. « C'est un discours de président de région qui se met à hauteur nationale », explique l'un de ses plus proches lieutenants, Julien Dive, député de l'Aisne. Pour lui, les « réponses apportées par l'exécutif régional dans les Hauts-de-France » sont celles des « maux de toute la France ». Dès lundi matin, Xavier Bertrand a appelé, sur BFM-TV, ses deux challengers potentiels à « former une belle équipe » en vue de 2022. Valérie Pécresse a annoncé, sur la même chaîne, qu'elle annoncerait si elle serait candidate à la présidentielle après l'été.

Certains appellent à un départage? Une perspective que ne craint pas le camp Bertrand. Pour eux, leur candidat qui a affronté le RN, l'union de la gauche dès le premier tour et un quintette de minis-

tres macronistes dont le garde des sceaux Eric Dupond-Moretti est, selon ses proches, le mieux placé pour donner une chance à la droite de revenir au palais de l'Élysée. Hors de question de participer à un « départage », insistent-ils. « Il ne changera rien. Il est parti, au sursuiveur de le rattraper », affirme dès maintenant M. Dive.

Dans l'équipe de M. Wauquiez, on joue le calme. Pas question de se laisser impressionner ni de renoncer à quoi que ce soit. L'ancien maire du Puy-en-Velay n'est pas encore candidat mais il n'a jamais caché sa volonté de voir le parti organiser une primaire. Idem pour Valérie Pécresse qui présente régulièrement le départage comme l'occasion de proposer aux Français « une équipe de France » de la droite. Et qui n'envisage pas de céder la place aussi facilement.

« Les résultats de ce soir font que les trois potentiels candidats de droite sortent renforcés, nous sommes très conscients de ça », insiste-t-on dans l'entourage de Laurent Wauquiez avant d'ajouter: « Tout est ouvert, inutile de se précipiter. »

Dans ce contexte de rivalités et de divisions à venir, Eric Woerth, député (LR) de l'Oise, prévient: « [Avec cette élection] l'univers des possibles est en extension », il faut donc « choisir notre candidat dans des délais raisonnables ». Christian Jacob lui s'y tient, ce sera en novembre. Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy, a-t-il rappelé dimanche, ne se sont-ils pas tous déclarés en novembre avant l'année de leur élection? D'ici là le parti se prépare à un été de tous les dangers. ■

SARAH BELOUEZZANE

En Auvergne-Rhône-Alpes, les ambitions inavouées de Wauquiez

Réélu avec 55,17 % des voix, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy défend le « cap clair » qui lui a permis de faire reculer l'extrême droite

LYON - correspondant

Il a perdu des voix par rapport à son élection de 2015, dans un contexte d'abstention généralisée, mais il a augmenté son score de près de 15 points en pourcentage. Réélu dimanche 27 juin avec 55,17 % des voix en Auvergne-Rhône-Alpes, contre 40,62 % en 2015, Laurent Wauquiez (Les Républicains, LR) sort considérablement renforcé du second tour des régionales. Reconduit dans ses fonctions dans la deuxième région de France, l'élu de Haute-Loire en tire rapidement les leçons. Dès 20 h 15 dimanche soir, l'ancien ministre de l'enseignement supérieur prend la parole. Trois drapeaux, européen, français et régional, sont disposés sur l'estrade à fond bleu, pour ajouter de la solennité au discours, bref et ciselé.

« La victoire de ce soir, c'est la victoire d'un cap clair. (...) En politique ce qui compte si on veut agir, si on veut se reconstruire, c'est de retrouver le sens de l'action », déclare Laurent Wauquiez, en détaillant ses mots. Se reconstruire? Le terme utilisé laisse penser que le leader LR, démissionnaire de la présidence de son parti en 2019 parce que trop clivant, voit le bout de sa traversée du désert. Il dit d'ailleurs, au détour d'une phrase: « J'ai connu aussi les soirs où il faut être capable de se remettre en question, et je n'ai pas oublié les leçons que j'en ai tirées. »

Tout le porte à jouer un rôle dans la course à la présidentielle qui s'annonce, en concurrence directe avec Xavier Bertrand et Valérie Pécresse, eux aussi confortablement réélus dans les Hauts-de-France et en Ile-de-France. Wauquiez obtient le meilleur score des

trois candidats potentiels, laisse son entourage s'en réjouir, mais se garde de toute précipitation. « La décision lui appartient. De toute façon il pèsera d'une manière ou d'une autre dans l'élection présidentielle », prédit Christophe Guilloteau (LR), largement réélu à la tête du département du Rhône, qui conseille à son homologue régional: « Cette semaine c'est un peu tôt pour se déclarer, les combats se mènent dans le bon ordre. Il ne doit pas gâcher ses chances dans des effets d'annonce trop rapides. »

Millimétré

Dès lundi matin, le président de la région devait se rendre à la gare de la Part-Dieu, à Lyon, pour rencontrer la police ferroviaire et parler de sécurité. Puis il doit aller, dans la même journée, dans le studio de France 3 à Clermont-Ferrand. But de l'opération: mon-

trer son ancrage régional, confirmer son activisme, et surtout éviter l'image d'un présidentiable trop pressé. « C'est aussi montrer qu'il fait ce qu'il dit, sans attendre. La sécurité, ce n'est pas des mots en l'air le temps de la campagne », justifie un proche conseiller.

L'élection officielle à la présidence de la région est prévue vendredi. La majorité LR passe de 108 à 136 conseillers dans la nouvelle assemblée d'Auvergne-Rhône-Alpes. A gauche, seuls les écologistes tirent leur épingle du jeu, triplant leur présence dans l'hémicycle avec près d'une trentaine de conseillers. Les opposants écologistes et socialistes n'ont eu de cesse de dénoncer le « clientélisme » du président LR, sans parvenir à le faire vaciller. Laurent Wauquiez met sa victoire sur le compte de sa bonne gestion régionale. « Sans augmentation d'impôt et sans

laisser de dette supplémentaire à nos enfants », se congratule-t-il.

« La politique n'est pas belle dans la lâcheté. La politique ne se grandit pas dans les reniements. La politique est belle quand on assume des idées qui sont fortes. Le travail plutôt que l'assistanat. La promotion du mérite plutôt que le nivellement par le bas. La défense de notre mode de vie plutôt que les compromis avec le communautarisme », dit Laurent Wauquiez, posant les principes qui pourraient inspirer la suite des événements.

Tout semble millimétré dans une stratégie qui ne dit pas son nom. Laurent Wauquiez est isolé avec une douzaine de proches collaborateurs à l'étage du restaurant Selcius, dans le quartier de Confluence. Il écoute attentivement Xavier Bertrand exprimant ouvertement ses intentions nationales, dès 20 heures. Quand

les résultats gagnants des candidats LR des Hauts-de-France et de PACA sont proclamés, de très maigres applaudissements se font entendre au rez-de-chaussée. La clameur fuse dès que le score de Laurent Wauquiez est annoncé. La scène dit beaucoup de ses ambitions inavouées.

Le président d'Auvergne-Rhône-Alpes descend l'escalier, sous les applaudissements. Il distribue sourires et tapes amicales en fendant la foule de militants. La fin de son discours ne laisse plus tellement de doute sur ses futures intentions. « Nous avons en nous tous les atouts. Nous avons en nous toutes les forces pour sortir de la crise, et seul un cap clair permettra de trouver une nouvelle espérance », conclut Laurent Wauquiez, avant de rejoindre son équipe restreinte à l'étage. ■

RICHARD SCHITTY



Xavier Bertrand (à gauche) devant des militants et colistiers, à Saint-Quentin (Aisne), le 27 juin. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

La présidente sortante de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, à Paris, le 27 juin. JEAN-CLAUDE COUTAUSSE POUR « LE MONDE »

Laurent Wauquiez (à droite), président LR sortant de la région Auvergne-Rhône-Alpes, après sa victoire aux régionales, à Lyon, le 27 juin. BRUNO AMSELLEM/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

Vainqueur, Xavier Bertrand propose déjà de redresser la France

Le président sortant ex-Les Républicains arrive largement en tête dans sa région et se projette sur l'élection présidentielle de 2022

LILLE - correspondante

Un pupitre, un écran bleu avec le slogan de sa liste affiché en grand (« Se battre pour vous ! »), et à peine cinq minutes de prise de parole. Dans un contexte de forte abstention (66,82 %), le président sortant Xavier Bertrand a été réélu, dimanche 27 juin, pour un second mandat à la tête de la région Hauts-de-France avec 52,37 % des suffrages exprimés. Et c'est fort de ce résultat acquis dans une triangulaire sans suspense que l'ancien ministre, également candidat à l'élection présidentielle, est apparu dimanche soir devant une soixantaine de militants, proches et colistiers dans la salle du palais de Fervaques de Saint-Quentin, dans l'Aisne, avant de s'éclipser. Pas de grand rassemblement festif ni de confidences aux journalistes. Xavier Bertrand a déjà la tête à une autre élection. Celle de 2022.

Au micro dès 20 heures, l'ancien maire de Saint-Quentin a d'abord tenu à souligner la défaite du Rassemblement national (RN) qui était la seule opposition dans l'hémicycle régional. « L'histoire retiendra que par deux fois, ici, sur la terre des Hauts-de-France, fidèle à une certaine idée de la France, le Front national a été arrêté et nous l'avons fait fortement reculer. » Xavier Bertrand est bien décidé à endosser le costume du seul candidat capable de faire barrage au RN à l'élection présidentielle de 2022. Un message qu'il devrait aussi faire passer ce lundi matin lors de la visite d'Emmanuel Macron à Douai, sur le site industriel de Renault, à l'occasion de la présentation de la future usine de batteries pour véhicules électriques.

Après avoir obtenu la majorité absolue dans les Hauts-de-France, l'ancien secrétaire général de l'UMP compte sillonner l'ensemble de la France dès cet été. Il a d'ailleurs envoyé un message aux déçus de la politique, abstentionnistes et autres Français en colère, à l'annonce des résultats. « Ce soir, je veux m'adresser à cette France que l'on refuse de voir, d'entendre et qui s'est abstenue ces deux dimanches, a-t-il déclaré. C'est le cri de la France qui chaque jour travaille et pourtant n'arrive plus à joindre les deux bouts. C'est le cri de la France qui respecte les règles et qui voit que partout on piétine impunément la loi. C'est le cri de la France qui compte chaque

« LA POLITIQUE N'EST PAS MORTE, ELLE PEUT RENDRE LA VIE MEILLEURE »

XAVIER BERTRAND
président des Hauts-de-France

euro pour boucler ses fins de mois et qui ne comprend pas comment on peut être à la fois le pays qui paye le plus d'impôts et où les services publics s'effondrent. »

A 56 ans, le gaulliste veut apparaître comme celui capable de mettre fin au désordre dans le pays tout en gardant une fibre sociale. « Pour redresser notre pays, il y a un préalable : le retour de l'ordre et du respect, a-t-il prévenu. L'insécurité mine la République et ce sont les plus modestes les premières victimes. » Dans un discours plus adressé aux Français qu'aux habitants de la région des Hauts-de-France, il a prévenu que le « chemin de l'espoir démarrait maintenant et ici ». Avant de conclure par : « C'est à vous les silencieux, les invisibles, les oubliés que je m'adresse aussi. Il n'y a pas de fatalité, la politique n'est pas morte, elle peut rendre la vie meilleure. »

Le RN en échec

Après son départ sous les applaudissements, ses bras droits, les conseillers régionaux Christophe Coulon et Jean-François Rapin, ont rappelé depuis la salle que l'objectif de la liste « Se battre pour vous ! » était de « combattre et faire reculer le RN ». « Sébastien Chenu et le RN ont fait deux fois moins bien qu'en 2015. Ils se cassent la gueule et je ne m'en plains pas », a insisté Christophe Coulon.

Avec 25,65 % des voix, Sébastien Chenu augmente d'à peine un point et demi son score de la semaine précédente. L'appel à voter de Marine Le Pen, élue conseillère départementale à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, n'a donc pas reçu beaucoup d'écho auprès des électeurs frontistes abstentionnistes. Dimanche 20 juin, depuis son fief, elle avait lancé aux électeurs : « Si vous voulez que les choses changent, vous devez voter, prendre cinq minutes de votre temps pour faire entendre la voix du peuple. Après des mois de restrictions de vos libertés, je vous appelle à dé-

confiner vos idées et à redresser le résultat de ce premier tour ! »

Depuis Bruay-la-Buissière, ville du Pas-de-Calais qui a voté à 60,02 % pour le RN Ludovic Pajot aux départementales, Sébastien Chenu a reconnu sa défaite aux régionales tout en la mettant en partie sur le dos de la prime « énorme » aux sortants. Bien décidé à présider le groupe RN à la région, il a invité Xavier Bertrand à « ne pas fanfaronner », convaincu que la prochaine élection recevra un écho plus favorable pour son parti. « Nos électeurs ont envie que leur vie change. Or, ce n'est pas l'élection régionale qui change la vie des gens, a déclaré le porte-parole du RN. Ce n'était pas notre élection. Rendez-vous à la présidentielle. »

Désormais, avec près de 110 élus sur 170, la droite ne va plus se retrouver seule face au RN au sein de cette assemblée régionale. Absente de la région des Hauts-de-France depuis 2015, à la suite du retrait de la liste du socialiste Pierre de Saintignon pour faire barrage au FN, la gauche signe son grand retour sur la scène politique avec ses 21,99 %. « Nous serons une force d'opposition constructive car nous avons un programme à défendre et nous voulons changer la manière de faire de la politique en associant les citoyens et les associations », a prévenu Karima Delli, la candidate de l'union de la gauche qui réunissait Europe-Ecologie-Les Verts, le Parti socialiste, La France insoumise, le Parti communiste français et Génération.s.

« On tournait en rond avec le RN. C'est avec plaisir que l'on va entendre un autre discours, a souligné de son côté Christophe Coulon. On sera sur du débat de fond mais a priori les élus de gauche seront divisés dans l'hémicycle. » La députée européenne EELV, présidente de la commission des transports et du tourisme du Parlement européen, espère en effet présider le futur groupe de l'union de la gauche mais, dimanche soir, cela ne semblait pas acquis. Optimiste, Karima Delli préférerait souligner que « la grande nouvelle, c'est que les écologistes et la gauche sont de retour au conseil régional. Et vous verrez, cela va faire la différence. »

Les « marcheurs », eux, n'ont pas passé le cap du second tour malgré la présence de cinq ministres sur la liste de Laurent Pietraszewski. Il n'y aura donc pas d'élu LRM en Hauts-de-France. ■

LAURIE MONIEZ

En Ile-de-France, Valérie Pécresse réélue haut la main

L'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy a largement devancé la gauche rassemblée. Elle espère maintenant viser plus haut

Stop ou encore ? Dimanche 27 juin, les électeurs d'Ile-de-France ont répondu clairement à cette question en reconduisant Valérie Pécresse à la tête de la région. Six ans après avoir fait basculer la collectivité de gauche à droite, en 2015, l'ancienne ministre de Nicolas Sarkozy a de nouveau remporté la compétition électorale, ancrant solidement dans le camp conservateur la première région française par le nombre d'habitants et son poids économique. De quoi donner des ailes à la présidente qui, à 53 ans, rêve d'incarner la droite lors de l'élection présidentielle en 2022. « Ce soir, une équipe de France de la droite et du centre a émergé dans les régions. (...) J'y prendrai toute ma part », a-t-elle promis, dimanche soir.

Durant la campagne, Valérie Pécresse avait transformé ce scrutin régional qui ne passionne guère en un plébiscite. En cas d'échec, « j'arrêterai la politique », avait-elle annoncé, en escomptant un succès – le plus massif possible, afin de renforcer sa légitimité dans la course à l'Elysée. « J'ai besoin que les Franciliens me disent qu'ils m'aiment comme je les aime depuis six ans », affirmait-elle.

Grand chelem

Le résultat ? Limpide. Au premier tour, la liste menée par la présidente (Libres !) du conseil régional et soutenue par la droite classique (Les Républicains, UDI...) était arrivée loin en tête, avec 36,18 % des suffrages. Au second tour, elle a d'avantage encore dominé le scrutin, en recueillant près de 46 % des voix, contre 33,68 % pour la liste d'union de la gauche, menée par l'écologiste Julien Bayou. L'écart se révèle ainsi bien plus marqué qu'en 2015, où Valérie Pécresse avait emporté la région à l'issue d'une compétition serrée : 43,80 % pour elle, 42,18 % pour son rival Claude Bartolone (Parti socialiste).

L'ancienne chiraquienne a bénéficié de la prime aux sortants constatée partout en France, son bilan étant jugé positif par une nette majorité d'habitants, selon plusieurs sondages. Ces dernières semaines, elle avait en outre dramatisé l'échéance à venir, comme s'il s'agissait de sauver la République en danger.

« Ne croyez aucun sondage, cette élection se jouera sur un fil », affirmait-elle encore jeudi soir à ses militants réunis à Paris. Au-delà de la gestion des lycées ou des bus, le scrutin représentait, à l'en croire, rien moins qu'« un choix de société ». D'un côté, le projet « d'une femme libre, gaulliste, qui défend les valeurs de la liberté, de la justice et de l'autorité ». De l'autre, « celui d'une gauche alliée à l'extrême gauche », « avec des sympathies indigénistes, islamogauchistes et décroissantes ».

Ces discours assez caricaturaux ont probablement remobilisé certains électeurs, partis en week-end le dimanche précédent. La liste Pécresse récolte des résultats particulièrement élevés dans les Hauts-de-Seine et les Yvelines, ses deux bastions. Au passage, Valérie Pécresse s'est réjouie d'une autre victoire, très symbolique : lors des départementales qui se tenaient simultanément, la droite a fait tomber dans son escarcelle le Val-de-Marne, le dernier département communiste de France. Et dans les Yvelines, elle a de nouveau réalisé le grand chelem, en gardant tous les sièges au conseil départemental.

Difficile, pour autant, de parler d'un amour inconditionnel. Comme le premier, le second tour a été marqué par une abstention record, plus forte que la moyenne nationale : près de 67 %, contre 45,54 % en 2015. Seuls 26,5 % des inscrits se sont rendus aux urnes en Seine-Saint-Denis, 28,59 % dans le Val-d'Oise. La réussite de Valérie Pécresse en Ile-de-France ne fait pas d'elle, d'emblée, la candidate naturelle de la droite pour 2022. Dimanche soir, son grand rival Xavier Bertrand s'est fait réélire dans les Hauts-de-France, tout comme Laurent Wauquiez en Auvergne-Rhône-Alpes. Les régionales n'ont pas joué le rôle de primaire de la droite imaginé par certains.

Pour la suite, Valérie Pécresse va pouvoir s'appuyer sur une structure régionale solide. Grâce au système électoral qui prévoit une forte prime majoritaire, la présidente disposera d'un groupe imposant au conseil régional. De 121 élus, il passera à 125, sur un total de 209 conseillers. De quoi poursuivre son action à la tête de la

région et, avec un budget de 4,5 milliards d'euros par an, faire sortir de terre des lycées, moderniser le RER, créer un réseau de pistes cyclables, renforcer la sécurité dans les transports en commun, etc. Le tout, en principe, sans hausse d'impôt. Valérie Pécresse prévoit aussi d'organiser un référendum sur le périphérique parisien, pour contrer le projet de Paris de réserver une voie aux transports en commun et à l'autopartage. Bras de fer en perspective avec la maire socialiste Anne Hidalgo.

« Humilité »

La gauche, elle, fait grise mine. Après le premier tour, l'écologiste Julien Bayou avait conclu une alliance avec les deux autres principales listes de gauche, celle des socialistes rassemblés derrière Audrey Pulvar, et celle de La France insoumise et des communistes, autour de Clémentine Autain. Tous espéraient créer ainsi une dynamique électorale, pour améliorer sensiblement leur score global du premier tour (34,27 %), et peut-être faire tomber Valérie Pécresse. « C'est à portée de main », voulait croire Julien Bayou, vendredi. En réalité, aucun des deux objectifs n'est atteint. L'alliance « n'a pas suffi », a reconnu dimanche le patron des écologistes.

Déception aussi pour les deux autres listes. A l'extrême droite, Jordan Bardella, pénalisé par l'abstention massive parmi les catégories populaires, ne recueille que 10,79 % des suffrages, contre 14,02 % pour son prédécesseur Wallerand de Saint Just, en 2015. « J'accueille ces résultats avec beaucoup d'humilité », a reconnu le candidat de 25 ans, sur TF1.

Dans une région qui avait voté massivement Emmanuel Macron en 2017, le député (La République en marche, LRM) Laurent Saint-Martin n'a séduit de son côté que 9,62 % des électeurs. Cinq membres du gouvernement étaient pourtant présents sur sa liste, dont les secrétaires d'Etat Marlène Schiappa et Gabriel Attal. Un signe supplémentaire du reflux de LRM, devenu un parti de centre droit, et de sa difficulté à s'implanter localement. ■

DENIS COSNARD

Le Pen et le RN incapables de briser le plafond de verre

Le parti d'extrême droite n'a gagné aucune région et a même eu, parfois, des résultats en recul lors de ce second tour des régionales

La défaite est cuisante pour le Rassemblement national (RN). La mauvaise dynamique du parti d'extrême droite au premier tour des départementales et des régionales s'est clairement confirmée au second, dimanche 27 juin, et fragilise Marine Le Pen, à la veille du 17^e congrès du parti, les 3 et 4 juillet. « Une séquence électorale n'est jamais sans conséquences et sans enseignements, convenait la présidente du RN au dernier jour de la campagne du premier tour, le 19 juin. Evidemment que les régionales vont apporter leur lot d'enseignements. Elles vont confirmer que le RN est plus fort que jamais. » Il l'est au contraire sensiblement moins qu'aux régionales de 2015, et Marine Le Pen, qui voyait dans « cette théorie fumuse du plafond de verre » – l'impossibilité du RN d'accéder aux responsabilités – « un argument pour rassurer les petits enfants », va devoir être plus prudente.

Dans sept régions, le RN n'augmente qu'insensiblement son score du premier tour – à l'exception de Laurent Jacobelli qui a gagné 5 points dans le Grand-Est, mais en raison du report quasi mécanique des 6,95 % des voix obtenues par Florian Philippot, le leader des Patriotes et ancien numéro deux du Front national.

La seule région dans laquelle le RN était arrivé en tête à l'issue du premier tour (36,38 % des suffrages le 20 juin), Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), a vu sa tête de liste Thierry Mariani (42,70 % dimanche) se faire battre sèchement par Renaud Muselier, candidat Les Républicains (LR), qui obtient 57,30 % des voix, alors que les deux hommes étaient encore

donnés au coude-à-coude dans les sondages de l'entre-deux-tours.

Dans quatre régions, les têtes de liste font même moins bien que leur score du 20 juin. Dans les Pays de la Loire et en Auvergne-Rhône-Alpes, les deux candidats du « parti localiste » liés au RN, Hervé Juvin perd 2 points et Andréa Kotarac un point, tout comme Gilles Pennelle en Bretagne, un territoire traditionnellement rétif au parti d'extrême droite.

«Alliances contre-nature»

Mais la défaite la plus difficile a été infligée en Ile-de-France au numéro deux du RN, le député européen Jordan Bardella qui n'obtient que 10,79 % des suffrages, contre 13,14 % au premier tour. C'est aussi nettement moins qu'en 2015 : son aîné, Wallerand de Saint-Just, avait obtenu 18,41 % au premier tour, puis 14,02 % au second. La campagne du vice-président du RN, centrée sur l'insécurité et sur les départements ruraux de la région, n'a visiblement pas convaincu.

« Ce soir, nous ne prendrons pas de région », a rapidement reconnu Marine Le Pen, dimanche soir, en dénonçant des « alliances contre

ILS SONT QUELQUES-UNS, AU RN, À PENSER QUE LE RECENTRAGE DU PARTI, ENGAGÉ À MARCHÉ FORCÉE PAR MARINE LE PEN, RISQUE DE LE DISSOUDRE DANS « LE SYSTÈME » POLITIQUE

nature » des présidents sortants et en affirmant que le résultat en PACA « démontre que la mobilisation est la clé des victoires à venir ». « Lorsque deux Français sur trois persistent à ne pas voter, en particulier les jeunes et les classes populaires, c'est évidemment un message qui doit nous alerter, a déclaré la candidate à l'élection présidentielle. Car cette désaffection civique historique constitue un signal majeur lancé à toute la classe politique et même à toute la société. »

L'extrême droite ne prendra pas non plus de départements. Dans le Pas-de-Calais, c'est la débâcle pour le RN. Défait dans trois des six cantons remportés en 2015, il ne conserve que six élus. Marine Le Pen et son binôme, le maire d'Hénin-Beaumont, Stevee Briois, y ont ainsi été élus conseillers départementaux avec un score de 59,72 %, devançant le binôme divers gauche (40,28 %). Même sort dans l'Aisne, l'Oise et la Somme, où l'extrême droite avait enregistré des victoires en 2015 et où elle ressort cette fois-ci bredouille, affichant ainsi un bilan en net recul dans l'ensemble des Hauts-de-France. Dans le Sud, le Rassemblement national perd également quelques cantons glanés en 2015, dans le Var, le Gard et l'Hérault. A Perpignan, la ville de Louis Aliot, le parti échoue à

transformer l'essai du premier tour : en tête dans cinq cantons dimanche 20 juin au soir, il n'en remporte finalement aucun. Le Nord-Médoc, favorable au RN au premier tour, bascule à gauche.

Cette ligne politique a été reprise toute la soirée par le premier cercle des leaders du RN. « J'accueille ces résultats avec beaucoup d'humilité », a dit M. Bardella sur TF1. Mais c'est un échec pour l'intégralité de la classe politique puisqu'une grande partie des Français n'ont vu aucun intérêt à se déplacer pour cette élection. » Nicolas Bay, tête de liste RN en Normandie, y a même vu, sur France 2, le signe « d'un effondrement de la démocratie », avec une abstention de 65,42 % au second tour.

Marine Le Pen, dans un bref texte lu depuis le siège du parti, à Nanterre, a dénoncé « une organisation désastreuse et erratique des scrutins par le ministère de l'intérieur » et assuré qu'elle était plus que jamais déterminée à mettre toute son énergie « à réhabiliter la politique », en militant pour l'instauration de la proportionnelle ou le référendum d'initiative citoyenne. « Tout doit être débattu pour rendre à nos compatriotes le goût de décider de leur avenir », a conclu M^{me} Le Pen. Elle n'est pas parvenue à mobiliser les électeurs, qu'elle avait un peu brutali-

sés au soir du premier tour en leur reprochant de n'avoir pas pris « cinq minutes » de leur temps pour éviter « ce désastre civique ».

Elle entend désormais tourner la page : « La présidentielle apparaît plus que jamais comme l'élection qui permet de changer de politique et les politiques, je donne rendez-vous aux Français dès demain pour construire tous ensemble l'alternance dont la France a besoin. »

Duel Bardella-Aliot

Avant la présidentielle, le RN doit se mettre en ordre de bataille lors de son congrès, la semaine prochaine, à Perpignan. Ces grands-messes sont théoriquement sans surprise : Marine Le Pen va nécessairement y être réélue à la présidence et confirmée comme candidate à l'élection présidentielle, et, forte des sondages prometteurs d'avant les régionales, les rares opposants en sont réduits à de discrets chuchotements en privé. Ils sont cependant quelques-uns à penser que le recentrage du RN, engagé à marche forcée par Marine Le Pen, risque de dissoudre le parti dans « le système » politique, et ils ne pourront qu'estimer avoir raison après l'échec des régionales.

Les revers successifs des municipales et des régionales troublent en effet le jeu, et devraient

se cristalliser dans l'opposition entre deux hommes : Louis Aliot, le maire (RN) de Perpignan, très populaire chez les adhérents, et Jordan Bardella, directeur de campagne des régionales, strictement aligné sur la position de Marine Le Pen. Mais la défaite de ce dernier en Ile-de-France affaiblit indirectement M^{me} Le Pen. L'enjeu, c'est la présidence du parti, dont elle devrait démissionner en septembre pour se consacrer entièrement à la campagne présidentielle.

Jordan Bardella partait clairement favori pour lui succéder : diriger le parti est un plein-temps, difficilement compatible avec la gestion d'une grande ville comme Perpignan, à l'autre bout de la France. Mais Louis Aliot a fait savoir qu'il était candidat, et compte pour s'imposer sur une victoire à l'applaudimètre – ce sont les adhérents qui votent directement au congrès. Il était arrivé premier au dernier congrès du parti, en 2018, et Jordan Bardella, alors âgé de 23 ans, n'était que treizième, mais il n'avait pas encore gagné ses galons aux élections européennes. Il s'agit cependant plus d'une rivalité de personnes que de programmes – au RN, on en fait toujours l'économie. ■

FRANCK JOHANNÈS

Enfin unie, la gauche conserve la Bourgogne-Franche-Comté

La présidente sortante (PS), Marie-Guite Dufay, à la tête d'une liste rassemblant EELV, Cap Ecologie et le PCF, obtient 42,20 % des voix

BESANÇON - correspondant

Avoir le triomphe modeste. En Bourgogne-Franche-Comté, les colistiers de Marie-Guite Dufay s'étaient passés le mot, dimanche 27 juin. Certes, la présidente sortante (Parti socialiste) a remporté l'élection régionale, ce scrutin dont les instituts de sondage prédisaient depuis des semaines que Julien Odoul (Rassemblement national) sortirait vainqueur. Pour finir, celui-ci n'a réuni que 23,78 % des suffrages exprimés, tandis que M^{me} Dufay en rassemblait 42,20 %. Il a même été devancé par Gilles Platret (Les Républicains) qui a obtenu 24,23 % des voix. Mais à gauche, chacun sait que le score de la présidente sortante ne représente que 14,74 % des inscrits car seuls 36,54 % se sont déplacés pour déposer un bulletin dans l'urne. M. Odoul, depuis son QG de Besançon (Doubs) où il recevait la presse, a d'ailleurs conseillé à la présidente d'être

« prudente » dans l'application de ses politiques futures car elle n'a « pas été élue par une majorité populaire mais par une minorité populaire ».

Cette réalité, M^{me} Dufay l'a à l'esprit. Comme ses rivaux, elle a déploré que trop d'électeurs ont choisi de bouder les urnes et réfléchi aux raisons de cette défection et aux façons d'y remédier. « C'est une catastrophe démocratique », a jugé M. Odoul, d'abord pour tenter d'y diluer son propre échec. L'ensemble des candidats, les battus et celle qui a gagné, ont convenu que les défaillances dans l'envoi, aux deux tours, du matériel électoral à nombre de foyers avaient pu pénaliser certains d'entre eux. « A partir du moment où les gens ne connaissent pas les noms de toutes les têtes de liste, ils ont préféré voter pour M^{me} Dufay qu'ils identifiaient », ont dit certains, évoquant un « surcroît de prime à la sortante ». M. Platret a fait savoir qu'il déposerait un recours mais il s'est empressé de préciser

à M^{me} Dufay qu'il ne contestait pas sa victoire et visait le gouvernement, principal responsable, selon lui, du fiasco.

Quadrangulaire au second tour

Ce succès, la gauche le doit à son unité, bien que tardivement retrouvée. « Je voulais l'union avec les écologistes dès le premier tour, mais ils ont préféré partir seuls », a regretté une fois de plus la candidate socialiste à qui la chef de file Europe Ecologie-Les Verts, Stéphanie Modde, avait alors opposé une stricte fin de non-recevoir. Entre les deux tours, l'accord s'est conclu dans la douleur, d'autant que des propos peu amènes avaient été tenus par des écologistes sur M^{me} Dufay durant la campagne. La présidente a refusé de donner plus à M^{me} Modde qu'elle n'avait accordé au Parti communiste, qui l'avait rejointe d'emblée, soit huit places éligibles. Au mieux leur a-t-elle concédé deux vice-présidences dans son futur exécutif au lieu d'une. Cela n'a pas

empêché les 10,34 % d'électeurs d'EELV et de Cap Ecologie d'apporter leurs suffrages. Comme l'a fait une partie des 4,50 % de ceux de Bastien Faudot (Gauche républicaine et socialiste, allié à La France insoumise) qui n'avait pas atteint le seuil indispensable à une fusion.

Des électeurs de Denis Thuriot (La République en marche) ont aussi voté pour M^{me} Dufay, bien

ENTRE LES DEUX TOURS, L'ACCORD S'EST CONCLU DANS LA DOULEUR, D'AUTANT QUE DES PROPOS PEU AMÈNES AVAIENT ÉTÉ TENUS PAR DES ÉCOLOGISTES SUR M^{ME} DUFAY DURANT LA CAMPAGNE

que ce dernier fût encore en lice. Le maire de Nevers, malgré ses 11,69 %, dimanche 20 juin, avait décidé de se maintenir et de provoquer une quadrangulaire. Gauche et droite l'avaient aussitôt accusé de prendre le risque d'une victoire du Rassemblement national.

LRM ne pèsera pas à l'assemblée

Ce sursaut au profit de M. Odoul au second tour, M. Thuriot n'y croyait pas et les faits lui ont donné raison, même s'il a perdu des voix et fini à 9,79 %. Mais son espoir que M^{me} Dufay n'obtienne pas la majorité absolue des sièges, donc d'avoir lui-même un rôle charnière, a fait long feu. Avec cinquante-sept élus sur les cent de l'assemblée, la présidente réélue augmente de six son effectif par rapport au précédent mandat. M. Platret et M. Odoul en auront dix-huit chacun. A défaut de peser, les sept conseillers qui se réclament de la majorité présidentielle seront « constructifs », a promis M. Thuriot. Sans révéler s'ils

seront avec la majorité, dans l'opposition ou s'ils se détermineront au cas par cas.

Car tous s'en disent certains, chez Les Républicains alliés avec Debout la France et au Rassemblement national, le mandat de M^{me} Dufay ne sera pas une sinécure pour elle. Il lui faudra compter avec trois groupes politiques, EELV et Cap Ecologie, le PCF et le PS-PRG, là où elle n'en avait qu'un à diriger. Quelques désaccords ont déjà été actés lors de la fusion avec les écologistes, comme l'achèvement de la LGV Rhin-Rhône vers Mulhouse ou l'avenir de l'aéroport jurassien de Dole. Entre les deux tours, M. Platret, Odoul et Thuriot avaient martelé en chœur qu'élue, M^{me} Dufay serait « la prisonnière et l'otage des Khmers verts et des communistes qui en sont restés à la lutte des classes ». L'argument n'a pas porté mais la présidente le sait, bien qu'elle s'affiche sereine : l'union, ces prochaines années, sera pour elle un combat. ■

JEAN-PIERRE TENOUX

Au siège du Rassemblement national, à Nanterre, le 27 juin. CYRIL BITTON/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

La victoire après le « chemin de croix » pour Muselier

Avec le soutien d'une partie de la gauche, le président sortant LR a battu Mariani et les listes du RN en PACA

MARSEILLE - correspondant

Bis repetita. Comme en 2015, le Rassemblement national s'est incliné au second tour des élections régionales en Provence-Alpes-Côte d'Azur après avoir, deux mois durant, été annoncé vainqueur par les sondages. Le nom du parti a changé, sa tête de gondole aussi, mais, six ans plus tard, le résultat reste identique. Les listes menées par le président sortant Renaud Muselier (Les Républicains, LR), laissées seules en duel par le retrait de la gauche, ont battu, dimanche 27 juin, celles du candidat Rassemblement national (RN) Thierry Mariani, réunissant 57,3 % des voix, contre 42,7 % pour leurs adversaires.

En 2015, Christian Estrosi (LR) s'était imposé face au Front national de Marion Maréchal-Le Pen sur un écart à peine inférieur (54,8 % contre 45,2 %). Il avait bénéficié, lui aussi, du front républicain et du vote d'une partie des électeurs de gauche. Différence d'importance, Renaud Muselier, soutenu également par la majorité présidentielle, réussit un grand chelem inédit à droite, en remportant les six départements que compte la région. L'élu marseillais, 62 ans, s'impose même dans le Vaucluse, terre d'origine du candidat RN, où Thierry Mariani menait personnellement sa liste.

« J'ai vécu deux mois d'enfer. Cette campagne était un chemin de croix. On ne m'a rien épargné. » Dimanche soir, dans son quartier général d'Euroméditerranée, en lisière du port de Marseille, Renaud Muselier fait jaillir sa colère. Une tension à la hauteur de la crainte de la défaite qui ne l'a jamais quitté. « Pendant des semaines, on nous a pris pour des ânes. La presse nationale s'est trompée depuis le début », lâche-t-il soudain. Quelques minutes plus tôt, comme au soir du premier tour, il est arrivé à pied, entouré d'une nuée de colistiers euphoriques, parmi lesquels Sabrina Agresti Roubache, proche du couple Macron, ou Jean-Pierre Serrus, maire LR de La Roque-d'Anthéron (Bouches-du-Rhône). Une mise en scène censée incarner sa détermination, son dynamisme et la victoire d'un collectif.

« Notre stratégie de dépassement était la bonne. Nous avons essayé d'ajouter le plus de monde possible contre un RN qui reste tout seul. Si nous n'avions pas fait ça, nous n'aurions pas gagné », triomphe Renaud Muselier, qui y voit l'expression d'une « région unique et libre ». Si elle a porté ses fruits, la stratégie d'alliance avec la majorité présidentielle l'a fait dans la douleur. Elle a surtout permis au candidat LR d'éviter, successivement, la présence d'une liste LRM au premier tour et une triangulaire mortifère au second.

Nombreux remerciements

Le matin même, à quelques pas de la mer, venu voter dès 8h30 dans son bureau de l'école Prado-Plage (8^e), l'élu marseillais douait. « J'ai du mal à croire que ça ne passe pas », se rassurait-il, en s'accrochant à tous les signes positifs. La bise d'une retraitée qu'il connaît depuis vingt ans, le « bonne chance ! » glissé par un couple d'électeurs qui promènent son chien... « Les gens sont

Renaud Muselier, à l'annonce des résultats des élections, à Marseille, le 27 juin.

ARNOLD JEROCKI / DIVERGENCE POUR « LE MONDE »



AU RASSEMBLEMENT NATIONAL, ON REFUSE DE VOIR DANS LA DÉFAITE DE THIERRY MARIANI L'ÉCHEC DE LA STRATÉGIE DE DÉDIABOLISATION DU PARTI LEPÉNISTE

plus sympas que la semaine dernière, non ? » interrogeait-il. A cet instant, il avait encore 51000 voix à rattraper et une grosse interrogation sur la capacité de mobilisation d'une gauche en plein dilemme.

Dans son discours de victoire, Renaud Muselier n'a oublié de remercier personne. Jean-Laurent Félizia, le candidat EELV du Rassemblement écologique et social qui, après une courte hésitation et sous une forte pression nationale, s'est retiré, ouvrant la porte à un potentiel front républicain. Jean-Marc Governatori, le chef de file écolo centriste, qui a invité ses 5,28 % d'électeurs à voter Muselier au second tour. Yannick Jadot, Raphaël Glucksmann et d'autres députés européens qui l'ont soutenu, « à [sa] grande surprise ».

Mais aussi Bernard Tapie, l'ancien ministre de François Mitterrand et propriétaire du journal *La Provence*. Et surtout l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy. « Mon ami qui m'a témoigné une nouvelle fois de sa fraternité », souligne Renaud Muselier. Christian Jacob, le patron du parti Les Républicains, autre vieil ami, a droit, lui aussi, à son clin d'œil appuyé. « Il ne m'a jamais lâché », assure le président de Régions de France, passant l'éponge sur les tensions du début de campagne lorsque l'union avec LRM a failli faire exploser la famille LR.

« La polémique autour de la présence de soutiens de Macron dans les listes n'était pas justifiée. Nous sommes quand même dans cette majorité régionale depuis 2015 », s'agace la conseillère régionale MoDem Marie-Florence Bulteau-

Rambaud, réélue dimanche. « La stratégie du rassemblement était bonne puisqu'elle nous a amenés à la victoire. Mais ce qu'il est important de rappeler, c'est que c'était une élection régionale. Pas le début de la présidentielle de 2022 », complète Jean-Pierre Serrus, qui, dès vendredi, fera entrer les couleurs de La République en marche dans l'hémicycle.

Entre les deux tours, le camp Muselier a aussi su mobiliser son électorat historique. « On a fait une campagne en ciblant nos électeurs un peu désabusés », confirme Alexandre Doriol, premier adjoint LR de La Ciotat (Bouches-du-Rhône). « Chez les élus, pas tout le monde n'avait suffisamment mouillé le maillot... », reconnaît de son côté François de Canson, tête de liste LR dans le Var. « Il a fallu rappeler certaines choses et leur faire comprendre qu'avec Mariani, ils n'auraient plus de soutien », explicite Renaud Muselier.

L'amertume de Mariani

« Nous avons été vaincus par une armée mexicaine. » Frédéric Boccaletti, secrétaire de la fédération Rassemblement national du Var et codirecteur de campagne, est l'un des rares cadres RN à commenter la défaite, dimanche soir. Au Florida Palace, une salle de mariages et soirées communautaires dans le 10^e arrondissement de Marseille, l'ambiance est glaciale. La large estrade, pavoisée aux couleurs RN, était prévue pour un triomphe, elle encadre une défaite cinglante. Thierry Mariani ne s'y attarde pas.

Arrivé après 22 heures, il n'y reste que quatre minutes. Le temps d'un discours amer, livré en chemise, sans cravate, col ouvert, avant de disparaître dans les salons réservés aux militants et aux élus. « Le système coalisé l'a emporté au terme d'une campagne qui n'honore pas nos adversaires. (...) Un candidat qui a vu les trois derniers présidents de la République voler à son secours, la majorité des médias se mobiliser pour sa réélection, qui aura vu tous les intérêts, toutes les puissances, tous les partis, des macronistes aux communistes, lui venir en aide pour éviter sa défaite », cingle le candidat battu.

« Dans une élection, on pense que tout est possible, surtout quand les sondages sont flatteurs. A partir de midi, avec la participation qui ne décollait pas, on s'est dit que cela serait compliqué », rebobine Philippe Vardon, le directeur de campagne du candidat

RN. Au Rassemblement national, on refuse de voir dans la défaite de Thierry Mariani l'échec de la stratégie de diabolisation du parti lepéniste. « Il a fait les meilleurs scores du Rassemblement national dans toute la

France, au premier comme au deuxième tour », argumente Frédéric Boccaletti.

Dimanche soir, au Florida Palace, on pointait plutôt une « sécession démocratique » pour expliquer la défaite. « Depuis qua-

rante ans que nos électeurs votent pour nous, rien ne change. On les ostracise, on les prive d'une représentativité légitime... On peut comprendre qu'ils ne croient plus aux urnes », analyse Antoine Baudino, candidat RN battu lui aussi dans le canton de Berre (Bouches-du-Rhône).

Les attentes de la gauche

Devant la permanence de Renaud Muselier, l'écologiste Christophe Madrolle, ancienne tête de liste pour Christophe Castaner et le PS en 2015, passé chez le sortant, préfère flatter l'efficacité du front républicain : « On était à l'aveugle, mais la gauche a joué le jeu. Comme d'habitude, la digue n'a pas lâché face au Rassemblement national. Maintenant, il faut respecter les engagements pris. »

Dans les prochains jours, tout le monde guettera la mise en place des dispositifs « simples et immédiats » promis par Renaud Muselier « pour donner aux forces de gauche une expression et un poids dans l'hémicycle ». Un dispositif qui doit permettre aux formations politiques qui se sont retirées avec le Rassemblement écologique et social de présenter deux délibérations, un vœu et une motion avant chaque assemblée plénière. En 2015, déjà, le vainqueur des régionales, Christian Estrosi, s'était engagé à tenir compte des avis de la gauche. Une volonté éteinte aussi vite que le front républicain avait été oublié. Bis repetita ? ■

GILLES ROF



PALAIS DE LA PORTE DORÉE - 203 AVENUE DAUMESNIL 75012 PARIS - HISTOIRE.IMMIGRATION.FR

Départementales: carton presque plein pour la droite en PACA

Après avoir conquis les Alpes-de-Haute-Provence, socialistes depuis vingt-trois ans, la droite a frôlé dimanche 27 juin le grand chelem aux élections départementales en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en finissant à égalité dans le Vaucluse, où l'équilibre du conseil départemental dépend d'un seul binôme d'élus.



La gauche conserve ses régions sans résoudre la question de son unité

Hors de leurs fiefs, les partis de gauche ont été à la peine. Les débats sur la stratégie avant 2022 se poursuivent

Pour la gauche, hors prime au sortant, point de salut. Le second tour des élections régionales et départementales, dimanche 27 juin, ne lui a pas permis – même lorsqu'elle était unie – de créer la surprise. Hormis les cinq régions où elle avait des présidents élus (Occitanie, Bretagne, Centre-Val de Loire, Bourgogne-Franche-Comté et Nouvelle-Aquitaine), elle n'a pas réussi à arracher de nouveaux territoires. Sauf à La Réunion, où Huguetta Bello (Pour La Réunion) sort victorieuse avec sa liste d'union de la gauche, et dans la collectivité territoriale de Guyane, où le député Gabriel Serville a battu le président sortant, également à la tête d'une liste d'union.

Du côté des départements, le parti de gauche et ses alliés maintiennent l'essentiel de leurs positions. C'est ainsi le statu quo en Occitanie : douze des treize départements, y compris ceux des Pyrénées-Orientales et du Gard, où le Rassemblement national (RN) avait des ambitions, se maintiennent à gauche (seul l'Aveyron conserve son statut de terre historique de droite). En Bretagne, les Côtes-d'Armor virent largement à

gauche quand le Finistère bascula à droite. En Nouvelle-Aquitaine, la gauche a conservé les cinq conseils départementaux qu'elle détenait et l'a emporté en Charente par la plus petite des marges (un canton), la droite conservant pour sa part six départements. Dans le plus grand et le plus peuplé des douze départements, la Gironde, la gauche a même renforcé sa majorité, comme dans les Landes et en Haute-Vienne.

Bonne formule

En Ile-de-France, la présidente de droite, Valérie Pécresse, l'emporte avec 45,92 % des voix. L'union de la gauche, menée par le secrétaire national d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Julien Bayou, et née de la fusion avec les listes d'Audrey Pulvar pour le Parti socialiste (PS) et de Clémentine Autain (La France insoumise, LFI-Parti communiste français, PCF) arrive, elle, à peine à 33,68 %.

Dans les Pays de la Loire, le député (ex-La République en marche) Matthieu Orphelin, qui menait une liste d'union de la gauche allant jusqu'à LFI, ne recueille que 34,87 % des suffrages, loin derrière la liste de la droite et

du centre menée par Christelle Morançais qui obtient 46,45 %.

Dans aucune autre région la gauche ne pouvait prétendre à la victoire. Elle doit donc se contenter de conserver ses bastions. Comme il y a sept jours, les sortants ont réalisé de très bons scores, notamment Carole Delga, la présidente de la région Occitanie, qui emporte une large victoire avec 57,77 % des voix. Soit dix points de plus par rapport au premier tour.

Une chose est sûre : ce second tour renforce l'impression que la gauche et les écologistes n'ont pas encore trouvé la bonne formule, à moins d'un an de la présidentielle.

Quand il n'y a pas de sortant, les listes d'union n'arrivent pas à rassembler de majorité. Et la stratégie d'alliance dès le premier tour ne semble pas plus efficace. L'exemple le plus criant est celui des Hauts-de-France. Unie dès le 20 juin, emmenée par Karima Delli, députée européenne EELV, la gauche – rassemblant aussi LFI, le Parti communiste (PCF) et le PS – n'a pu obtenir que 21,98 % des suffrages, à peine deux points de plus qu'il y a une semaine.

Les résultats de dimanche soir ne font, en vérité, que confirmer

ceux du premier tour : le leadership à gauche n'est pas encore déterminé, et chacun peut revendiquer sa stratégie comme la bonne. Le PS peut clamer que l'union doit se faire derrière le mieux implanté au vu des municipales et des régionales ; comprendre : lui. Pour la direction socialiste, ce scrutin vient confirmer que le PS est « la force motrice incontestable » de la gauche, la seule capable d'apparaître comme protectrice pour les électeurs.

« Les dynamiques les plus fortes se font derrière les candidats socialistes et pas les écologistes. Il existe encore un plafond de verre au-dessus de l'écologie politique qui ne leur permet pas de dépasser la simple addition des scores de premier tour », analyse Olivier Faure, premier secrétaire du PS. « On voit que, quand ce n'est pas un socialiste qui est leader, cela ne donne pas la victoire. Nous sommes plus capables de mobiliser un électoralat de second tour plus modéré », renchérit Pierre Jovet, secrétaire national aux élections du parti.

A leurs yeux, le match avec les écologistes est désormais plié. Aucun leader régional, plaident-ils, n'a réussi à incarner une alternative et à convaincre les électeurs. « Aujourd'hui, ils ne sont pas capables de bouleverser la donne », note encore M. Jovet.

« Frustration »

Les autres forces de gauche auront beau jeu de dénoncer le retour de l'« arrogance » des socialistes. Conscient de ce risque, le numéro un du PS insiste sur sa volonté de continuer à prôner l'union pour 2022. « C'est encore plus nécessaire après cette démonstration que la gauche n'est pas morte. Le second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen n'est pas une évidence, et

« LES DYNAMIQUES LES PLUS FORTES SE FONT DERRIÈRE LES CANDIDATS SOCIALISTES ET PAS LES ÉCOLOGISTES »

OLIVIER FAURE
premier secrétaire
du Parti socialiste

une voie s'est ouverte pour une possible qualification de la gauche au second tour », plaide M. Faure.

De son côté, EELV persiste : la reconstruction de la gauche passe par l'écologie politique, et le leadership lui appartient. « L'écologie est la seule force en dynamique », a ainsi résumé le secrétaire national du parti, Julien Bayou. Selon lui, « la gauche et l'écologie sont de retour », notamment pour la présidentielle et la législative. Eric Piolle, le maire de Grenoble, qui doit officialiser sa candidature à la primaire dans les jours qui viennent, abonde : « Les écologistes ont été les seuls en capacité de fédérer. »

Pour justifier leur optimisme, les écologistes se basent sur des résultats électoraux encourageants : ils ont gagné des villes symboliques en 2020 (Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Poitiers) et sont passés en tête de leur famille politique lors du premier tour en Ile-de-France, en Auvergne-Rhône-Alpes et dans les Pays de la Loire. Ils gagnent de nombreux conseillers régionaux et départementaux, ce qui renforce leur implantation, jusque-là quasi inexistante.

Certes. Mais les écologistes ont longtemps cru pouvoir remporter une région, à l'aune de leurs victoires aux municipales. Ils visaient notamment Auvergne-Rhône-Alpes et Nouvelle-Aquitaine. Dès les premiers sondages, ils avaient dû revoir leur prévision à la baisse.

Dimanche soir, Yannick Jadot reconnaissait « une frustration » de ne pas avoir gagné un exécutif régional. Sandrine Rousseau, candidate à la primaire écologiste de septembre, se disait aussi « dé-

çue ». Cependant, selon elle, « l'écologie progresse, notamment dans les départements. On va montrer notre capacité à mener des politiques sociales. » Comme nombre d'écologistes, elle trouve « que le PS n'a pas toujours été très coopératif ». « On devra en parler dans les jours qui viennent », ajoute-t-elle.

Parmi les partenaires d'EELV, la députée des Deux-Sèvres Delphine Batho, présidente de Génération Ecologie, estimait aussi que le scrutin représentait « une déception dont il faut tirer les leçons ». Et d'attaquer dans un communiqué : « La musique nationale dominante enfermant l'écologie politique sous la tutelle de l'union de la gauche a généré une démobilisation. Preuve est faite que cette stratégie confuse ne conduit pas à des victoires », écrit celle qui devrait briguer l'investiture écologiste.

Face à ce match, LFI et le PCF n'ont guère pesé. Même s'ils faisaient partie de nombreuses coalitions. Chez les communistes, on analyse les élections positivement : « La gauche n'a pas disparu, elle existe toujours, et elle n'est pas condamnée à jouer un rôle de figurant à la présidentielle de 2022 », avance Ian Brossat, le porte-parole du parti. Il souligne également la progression du nombre d'élus régionaux et départementaux du PCF. En revanche, la formation communiste a perdu, dimanche, le dernier département qu'elle détenait encore, le Val-de-Marne, qui bascule à droite. Les « insoumis » notent qu'ils seront présents dans sept conseils régionaux, contre deux aujourd'hui. Mais, pour eux, la grande leçon est l'abstention.

« L'électorat populaire n'est pas allé voter, veut croire Alexis Corbière, député (LFI) de Seine-Saint-Denis. La clé pour battre Emmanuel Macron, ce sont des mesures sociales, mais aussi un renouveau démocratique et institutionnel. Jean-Luc Mélenchon porte cela. »

Reste à convaincre les autres forces de gauche qui ont toutes pris leurs distances avec le candidat à la présidentielle, qui se trouve de plus en plus isolé. ■

ABEL MESTRE ET SYLVIA ZAPPI

En Nouvelle-Aquitaine, Rousset indéboulonnable

PAS DE SURPRISE. Le président socialiste sortant de Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset, à la tête de la plus vaste région de France depuis 1998, a été réélu sans difficulté, avec 39,51 % des voix au second tour, dimanche 27 juin. Au premier tour déjà, le septuagénaire caracolait en tête, avec 28,83 % des voix. Pourtant, un changement de taille a marqué sa campagne par rapport à l'élection de 2015 : soutenu par le Parti radical de gauche et le Parti communiste, il ne s'est pas allié, cette fois, aux écologistes.

Après des discussions houleuses survenues à l'issue du premier tour, les deux partis ne sont pas parvenus à mettre de côté leurs désaccords. Si les écologistes ont obtenu 14,19 % des voix au second tour (12,09 % au premier tour, contre 5,60 % au premier tour en 2015), leur progression n'a pas suffisamment pesé dans les négociations. Et Alain Rousset a réussi, de son côté, à obtenir la majorité absolue sans eux au conseil régional, avec 101 élus sur 183. « J'aurais aimé, parce que c'est un gâchis, qu'on puisse discuter au fond [avec les écologistes]. On va prendre le temps pour discuter, il peut y avoir un fonctionnement à l'allemande avec celles et ceux qui veulent participer à une action régionale forte, juste, portant la transition environnementale, climatique, qui nous surplombe », a-t-il réagi, dimanche soir, après l'annonce des résultats.

LRM en dernière position

Le résultat du Rassemblement national (RN), arrivé en deuxième position, est resté peu ou prou le même qu'au premier tour, avec 19,11 % des voix pour la tête de liste Edwige Diaz. Le parti

de Marine Le Pen escomptait de meilleurs résultats, mais l'écart s'est creusé au second tour entre Edwige Diaz et Alain Rousset. La candidate RN a tenté de se rassurer, à l'annonce des résultats, en rappelant la constance de son parti, qui a fait « quasiment le même score qu'en 2015 » (21,67 % des voix).

L'ancien maire de Bordeaux, Nicolas Florian, battu il y a un an par l'écologiste Pierre Hurmic, espérait se relancer aux régionales en prenant la tête de la liste Les Républicains (LR). Il termine en troisième position, à égalité avec Nicolas Thierry (Europe Ecologie-Les Verts), à 14,19 %. « LR est le premier parti de France ! », a tenté de positiver Nicolas Florian, préférant pointer du doigt la majorité présidentielle qui « sort sinistrée de ce scrutin », selon lui. La ministre déléguée aux anciens combattants, Geneviève Darrieussecq, tête de liste pour la majorité (La République en marche-MoDem), termine en dernière position, avec 13,01 %, sans réelle progression par rapport à son score du premier tour. Dans le propre fief de la ministre à Mont-de-Marsan, le candidat macroniste est battu par la gauche.

Au niveau départemental, la gauche se maintient dans les cinq conseils départementaux qu'elle détenait en Nouvelle-Aquitaine et l'a emporté d'un canton en Charente, la droite conservant pour sa part six départements. En Gironde, le plus grand et le plus peuplé des départements de Nouvelle-Aquitaine, la gauche a renforcé sa majorité, notamment dans les Landes et en Haute-Vienne. ■

CLAIRE MAYER
(CORRESPONDANTE À BORDEAUX)



COUR DE JUSTICE
DE L'UNION EUROPÉENNE



La Cour de justice de l'Union européenne
recherche des traducteurs free-lance
par voie d'avis de marché

La Cour de justice souhaite confier ponctuellement la traduction de textes
juridiques de certaines langues officielles de l'Union européenne vers le français

Bulgare (BG)	Anglais (EN)	Croate (HR)	Maltais (MT)	Slovaque (SK)
Tchèque (CS)	Espagnol (ES)	Hongrois (HU)	Néerlandais (NL)	Slovène (SL)
Danois (DA)	Estonien (ET)	Italien (IT)	Polonais (PL)	Suédois (SV)
Allemand (DE)	Finois (FI)	Lituanien (LT)	Portugais (PT)	
Grec (EL)	Irlandais (GA)	Letton (LV)	Roumain (RO)	

L'avis de marché est publié au JO 2021/S 101-265565 du 27/05/2021.

Les documents du marché sont accessibles à l'adresse:

<https://curia.europa.eu/jcms/freelance>



Les demandes d'information sont à adresser par courrier électronique à
FreelanceFR@curia.europa.eu

Pays de la Loire : victoire nette pour la sortante LR

Christelle Morançais devance de 12 points la liste de M. Orphelin, chef de file de la gauche et des écologistes

NANTES - correspondant

Elle a coupé court à tout suspense, faisant prévenir, dimanche 27 juin, la cinquantaine de journalistes présents à l'hôtel de région des Pays de la Loire qu'elle prononcerait son allocution à 20 h 10, dix minutes après la fermeture des derniers bureaux de vote. Tout juste s'est-elle retenue de griller la politesse à Xavier Bertrand, candidat divers droite ayant triomphé dans les Hauts-de-France, dont les yeux sont déjà rivés sur l'élection présidentielle de 2022.

A 20 h 07, Christelle Morançais, présidente sortante Les Républicains (LR), a décidé qu'elle avait assez attendu : elle est apparue, mains jointes en signe de remerciement et tout sourire, sous les ovations de plusieurs de ses vice-présidents et de son mari, pour annoncer sa large victoire au terme d'une quadrangulaire périlleuse. L'élue LR a recueilli 46,45 % des suffrages, devançant de près de 12 points le député de Maine-et-Loire Matthieu Orphelin (non encarté), chef de file des écologistes et des forces de gauche après le ralliement, au second tour, de Guillaume Garot, député Parti socialiste (PS) de Mayenne, et de ses colistiers.

M^{me} Morançais dépasse la barre des 50 % dans les départements de la Sarthe et de la Vendée. Elle s'offre aussi le luxe d'améliorer le score réalisé par son prédécesseur LR, Bruno Retailleau, qui lui a laissé les rênes du conseil régional en 2017 pour se consacrer à son mandat de sénateur. « Heureux et fier », M. Retailleau a salué « une sacrée victoire », soulignant : « Christelle a gagné sur son nom, avec son équipe, son projet. » L'élue y voit « la reconnaissance du travail accompli depuis trois ans » ; la voici qui dispose d'une large majorité, son équipe obtenant cinquante-sept des quatre-

Christelle Morançais après sa victoire, dimanche 27 juin, à Nantes.

JEAN-FRANÇOIS MONIER/AFP



vingt-treize sièges de la future Assemblée. Maigre consolation : M. Orphelin devance d'une courte tête M^{me} Morançais en Loire-Atlantique, seul département de la région ancré à gauche.

Pacte de sécurité

Trois ans avant de prendre la tête de l'exécutif régional, l'intéressée, 46 ans, était considérée par ses pairs comme une novice en politique. Encartée à l'UMP (devenu LR) en 2002, elle n'a, de son propre aveu, « commencé à militer qu'en 2011 ». Son premier coup d'éclat date de 2014 : à cinq semaines du premier tour de l'élection municipale du Mans, elle se retrouve propulsée tête de liste face au maire de l'époque, le socialiste

Jean-Claude Boulard, et s'incline à 1526 voix près. Au printemps 2017, il lui manque une cinquantaine de voix pour être élue députée. Six mois plus tard, M. Retailleau adoube cette ancienne membre du Medef - diplômée d'une école de commerce, elle a travaillé vingt ans dans le domaine de l'immobilier -, qui a milité auprès de La Manif pour tous jusqu'à l'adoption de la loi sur le mariage entre personnes de même sexe, en 2013.

Sitôt les résultats proclamés dimanche, celle qui est vice-présidente du parti LR depuis 2019 a annoncé qu'elle nommerait, dès le début de la nouvelle mandature, un vice-président chargé de coordonner le pacte de sécurité qu'elle a fait adopter en mars. Ce

plan de 3 millions d'euros vise à aider les communes à financer les équipements des polices municipales - armes létales comprises - et le déploiement de la vidéosurveillance. Trente-cinq collectivités ont déjà déposé un dossier pour bénéficier de ces subventions, qui ne font pas partie des compétences de la région.

La campagne régionale qui s'achève, note M^{me} Morançais, a été « dense, intense ». « Difficile, aussi », ajoute-t-elle, critiquant « la gauche dure » qui lui faisait face : une gauche, dit-elle, « représentant la décroissance et qui a perdu sa boussole ». Les partisans de M^{me} Morançais se sont employés à réduire le débat de l'entre-deux-tours à un unique enjeu, dénon-

çant « les dangers de l'arrivée de l'extrême gauche au pouvoir », du fait de la présence de sept militants de La France insoumise (LFI) sur la liste de M. Orphelin.

Preuve de la primauté de cette stratégie : jeudi 24 juin, 500 maires composant le comité de soutien de la candidate LR se sont fendus d'un communiqué appelant à rejeter « toutes les formes d'extrémisme », et développant : « Les Pays de la Loire ne sont pas un laboratoire pour les idées de Jean-Luc Mélenchon. Nous ne voulons pas d'une écologie punitive, qui divise et qui oppose. » La marche était trop haute pour M. Orphelin, qui misait notamment sur l'électorat des jeunes pour faire trébucher M^{me} Morançais. La candidature de

LES PARTISANS DE LA CANDIDATE LR SE SONT EMPLOYÉS À RÉDUIRE LE DÉBAT DE L'ENTRE-DEUX-TOURS À UN ENJEU, « LES DANGERS DE L'ARRIVÉE DE L'EXTRÊME GAUCHE AU POUVOIR »

l'intéressé, transfuge de La République en marche (LRM) ayant scellé une alliance avec LFI en avril, a longtemps suscité les critiques du PS. Le climat délétère de l'entre-deux-tours - qui a vu éclater une altercation entre M. Orphelin et M^{me} Morançais, après que le candidat écologiste a déposé une plainte pour des insultes homophobes proférées à son égard par des militants LR - n'a pas contribué à remobiliser les électeurs. Le taux de participation demeure vertigineusement bas (31,67 %).

Sonné et ému, M. Orphelin a indiqué que « la déception » était « à la hauteur de l'espérance » soulevée par « le grand rassemblement » de la gauche. Sa liste obtient 24 élus. « Notre projet, a estimé le candidat, a su convaincre nos électeurs des solutions que nous portons face aux urgences climatiques et sociales. » « Nous serons demain, dans notre diversité, une opposition constructive, exigeante », a dit pour sa part M. Garot, son allié socialiste. « Encouragé » par le président Macron à se présenter, François de Rugy, député LRM de Loire-Atlantique, enregistre de nouveau un cuisant revers (8,20 % des voix, cinq élus) et finit en quatrième position, derrière le député européen Hervé Juvin, candidat du Rassemblement national (10,48 % des voix, sept élus). ■

YANN GAUCHARD

Huguette Bello fait basculer La Réunion à gauche

La maire de Saint-Paul l'a emporté face au président sortant, Didier Robert, avec 51,85 % des voix

SAINT-DENIS (LA RÉUNION) - correspondant

Les leçons des deux dernières élections régionales ont été tirées au sein de la gauche réunionnaise. Après une triangulaire fatale ayant vu s'opposer le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste réunionnais (PCR) en 2010 et une union mal ficelée en 2015, Huguette Bello s'est emparée de la « Pyramide inversée » - le nom donné à l'hôtel de région, en raison de son architecture. A 70 ans, la maire de Saint-Paul pousse vers la sortie Didier Robert, qui brigua un troisième mandat à la tête de liste d'union des droites et des centres. Huguette Bello s'est félicitée, dimanche 27 juin au soir, de ce « moment historique ». « Cette victoire a un retentissement national et constitue un encouragement pour les forces de progrès, qui œuvrent pour un véritable changement. Comme Cimendef, on ne courbe pas la tête ! », a déclaré l'élue en référence à l'esclave légendaire de La Réunion, qui s'est enfui pour vivre en liberté.

Arrivée deuxième au premier tour derrière Didier Robert avec 20,7 % des voix, Huguette Bello a fusionné sa liste avec celles de la maire PS de Saint-Denis et ex-ministre des outre-mer, Ericka Bareigts (18,48 %), et du maire de Saint-Joseph, Patrick Lebreton (divers gauche, 7,78 %). La bataille pour le leadership à gauche, sur fond de conflit de générations et

d'héritage politique, n'a donc pas laissé de cicatrices visibles. La candidate Bello a été vraisemblablement aidée par les reports des voix en faveur des deux listes écologistes éliminées. Didier Robert, soutenu par 12 des 24 maires de l'île, a dénoncé une « alliance forcée », un rassemblement « hétéroclite » mélangeant des « macronistes et des mélenchonistes ». Prônant « une unité réunionnaise », le président sortant a également appuyé sur l'appartenance passée d'Huguette Bello au PCR, où elle est entrée en 1974, et sur la présence de militants identitaires dans son giron.

« Tout-voiture »

La candidate victorieuse considère que « c'est un nouveau cycle qui commence ». Après avoir dirigé l'opposition régionale, elle entend « remettre La Réunion sur les rails ». « Laisser La Réunion dans un état calamiteux comme il l'a laissée, c'est terrible, il faut que nous ayons conscience de cela », a fustigé Huguette Bello dimanche soir. Lors de la campagne, la maire de Saint-Paul - qui va devoir démissionner de son mandat - avait attaqué son adversaire sur « la nécessité de probité, d'éthique et de morale », et appelé à « une nouvelle gouvernance basée sur l'intérêt général ». Fin mai, Didier Robert avait été condamné à quinze mois de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité dans une affaire d'abus de biens sociaux, liée à une société publique locale. Il a fait appel.

« Une honte absolue », s'était indignée M^{me} Bello, qui affirme que le président s'était versé un salaire net mensuel de 6 870 euros, « quand 125 000 Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté ». Lors de deux débats télévisés, Huguette Bello avait blâmé Didier Robert pour « ses promesses non tenues ». A commencer par la « situation désastreuse » de la nouvelle route du littoral, dont le chantier a débuté en 2014. Si le président sortant estime qu'elle est « achevée à 80 % », sa rivale considère qu'elle « ne mène nulle part » et qu'il existe des incertitudes sur les financements et les volumes de roche disponibles. Huguette Bello lui reproche d'avoir mis un terme, à son arrivée au conseil régional, en 2010, au projet de tram-train lancé par Paul Vergès, en optant pour le « tout-voiture ».

En plus d'avoir pris sa revanche sur sa défaite en 2015, la présidente de l'Union des femmes de La Réunion (UFR) savoure particulièrement cette victoire après avoir combattu tout au long de sa carrière la droite réunionnaise et

LA PRÉSIDENTE DE L'UNION DES FEMMES DE LA RÉUNION A TOUJOURS COMBATTU LA DROITE ET LE MACHISME EN POLITIQUE

ses branches les plus dures, ainsi que le machisme en politique. Y compris dans son propre camp, le PCR, dont elle a claqué la porte en 2012 pour fonder son propre parti, Pour La Réunion (PLR). Adjointe au maire de Saint-Pierre en 1983, la militante est devenue conseillère générale cinq ans plus tard. En 1997, elle entre à l'Assemblée nationale et reste députée jusqu'en 2020. Rappelant ses origines modestes, cette fille d'un petit planteur a fait de l'égalité des chances et de la gratuité de l'éducation l'un de ses thèmes favoris.

Nombre de ses adversaires jugent sa personnalité clivante, estimant qu'elle est parfois cassante et supporte mal la contradiction. Beaucoup lui reprochent ses paroles qualifiées d'« anti-zoreils » - les habitants venant de métropole -, qui ont fait polémique en 2011. A la suite d'une attaque mortelle causée par un requin, elle avait répondu à un surfeur qui disait qu'il n'avait jamais vu un tel problème à La Réunion depuis vingt ans : « C'est mon pays monsieur, je connais mon pays, ça fait soixante ans que j'y vis. »

Au sein de son propre camp, certains déplorent « son autoritarisme » et son style professoral. Les mêmes estiment qu'Ericka Bareigts incarnait mieux la modernité et la capacité à imaginer La Réunion de 2050. Dimanche, Huguette Bello a promis d'être « la présidente de tous les Réunionnais et les Réunionnaises ». ■

JÉRÔME TALPIN

Occitanie : la « patronne » Carole Delga réélue

La présidente sortante réalise, avec 57,77 %, le meilleur score des présidents de région

TOULOUSE - correspondant

Elle avait promis de se « battre comme une lionne ». Carole Delga, élue pour un second mandat à la tête de la région Occitanie, a quasiment dévoré tous ses adversaires. Avec un score de 57,77 %, elle renvoie loin derrière le candidat du Rassemblement national (RN) Jean-Paul Garraud (24 %), et Aurélien Pradié, le député du Lot, numéro trois national des Républicains (LR) à 18,22 %. A 49 ans, cette ancienne fonctionnaire territoriale, ex-maire de Martres-Tolosane (Haute-Garonne), députée puis secrétaire d'Etat sous le gouvernement Valls, a « toujours tout donné pour cette région ».

Elle a surtout réussi à relever le flambeau de deux ex-présidents socialistes : Martin Malvy en Midi-Pyrénées et Georges Frêche dans l'ex-région Languedoc-Roussillon, dans un contexte de fusion des deux anciennes collectivités, et celui du délitement de la gauche au niveau national. « Je suis de la gauche du « faire » quand il s'agit d'écologie, d'économie et même de sécurité », dit-elle. Déjouant les sondages du premier tour, qui la donnaient au coude à coude avec le RN, Carole Delga a écarté une fusion avec les écologistes entre les deux tours, après avoir refusé tout accord avec La France insoumise (LFI), estimant que « Mélenchon

n'est plus un républicain ». Avec ce score, elle devrait prendre la tête d'une région de 6 millions d'habitants, aux 3,4 milliards d'euros de budgets, et environ 110 élus sur les 158 de l'hémicycle régional.

« Antistar »

« C'est une énorme bosseuse », souligne Laurent Blondiau, son directeur de cabinet. Elle a une autorité naturelle et sait toujours où elle va. « C'est l'antistar, un omni de la politique, totalement droite et intègre », affirme Didier Codorniou, élu régional dans l'Aude. Carole Delga revendique parcourir 15 000 kilomètres par mois. « Notre pays ne va pas bien. Humblement, avec mes valeurs de gauche, je pense qu'il y a un nouveau modèle à inventer », a-t-elle déclaré dimanche soir. Souvent perçue comme « raide » au début du mandat, elle a lissé son image au fil des années.

Mettre en place un nouveau modèle agricole, poursuivre les efforts envers les étudiants, développer les trains régionaux et le TGV, ou « recruter deux cents médecins dans les déserts médicaux » sont les priorités de son nouveau mandat régional. Dimanche soir, place du Capitole à Toulouse, M^{me} Delga a refusé d'évoquer un avenir national. Pour le moment, la « patronne » ne quitterait pour rien au monde ses terres occitanes. ■

PHILIPPE GAGNEBET

Départementales : quelques bascules, mais peu de surprises

La droite renforce ses positions, tandis qu'à gauche les écologistes réalisent de bons scores. Le scrutin est un revers pour le RN

A l'issue du second tour des élections départementales qui s'est tenu dimanche 27 juin, la droite confirme sa domination sur cet échelon territorial. Elle conserve 64 conseils sur les 95 à pourvoir, compte tenu des statuts spécifiques de Paris, la métropole de Lyon, la Corse, la Martinique et la Guyane ainsi que du regroupement du Bas-Rhin et du Haut-Rhin en une Collectivité européenne d'Alsace.

Les mouvements de bascule d'un camp à l'autre sont restés très limités. La droite arrache cinq départements à la gauche : les Alpes-de-Haute-Provence, l'Ardèche, le Finistère, le Puy-de-Dôme – même si celui-ci était présidé par un ex-socialiste rallié à La République en marche –, ainsi que le dernier département présidé par le Parti communiste, le Val-de-Marne. Deux départements suivent le chemin inverse de manière certaine : la Charente et les Côtes-d'Armor. On rencontre ensuite deux situations indéterminées dans le Vaucluse et la Seine-Maritime, où la majorité se décidera en fonction du choix, dans chacun des deux cas, d'un binôme divers, ne se revendiquant d'aucun camp. Réponse jeudi 1^{er} juillet lors de l'installation des conseils. Une incertitude, encore, dans les outre-mer, à La Réunion, où l'attribution de la présidence dépendra des alliances qui peuvent se nouer.

Peu de mouvements de bascule, donc, à l'échelle des départements, mais, derrière cet apparent statu quo, se dessinent de réelles évolutions, que les nuances d'étiquetage retenues par le ministère de l'intérieur tendent à estomper, notamment en attribuant largement la nuance « centre » à des binômes composés d'au moins un parti de la majorité présidentielle. Or ceux-ci, dans la plupart des cas,

LES MINISTRES LECORNU (EURE) ET DARMANIN (NORD) ONT REMPORTE LEURS CANTONS AVEC PRÈS DE 81 % ET 65 % DES SUFFRAGES

partaient dans le cadre d'une alliance, le plus généralement avec la droite, comme dans l'Eure, par exemple, le département du ministre des outre-mer, Sébastien Lecornu. Ou encore dans les Pyrénées-Atlantiques, où le président sortant, Jean-Jacques Lasserre (MoDem), a reconduit l'alliance avec la droite qui lui avait permis d'accéder à la présidence en 2015 et de la conserver, selon toute probabilité, lors de la prochaine mandature. Ainsi, le nombre de sièges attribués au « centre » passe-t-il de 87 dans les conseils sortants à 268 dans les nouveaux.

Si le nombre de sièges détenus par la droite baisse, en apparence, de 2329 à 2174, c'est parce que le nombre de divers connaît, lui, une forte progression, passant de 33 à 110. La gauche, quant à elle, obtient 1476 sièges alors qu'elle en détenait 1543 dans les conseils sortants. Toutefois, un rapide tour d'horizon des conseils départementaux montre qu'en son sein Europe Ecologie-Les Verts effectue une véritable percée, dans certaines zones correspondant à ses conquêtes aux dernières élections municipales. La stratégie d'alliance entre la gauche et les écologistes adoptée dans plus des deux tiers des départements a clairement bénéficié aux seconds.

Comme aux élections régionales, enfin, le Rassemblement national essuie un sévère revers. A l'issue du premier tour, il avait

qualifié ses binômes dans 567 cantons et était arrivé en tête dans 72 d'entre eux. A l'arrivée, il ne l'emporte que dans 14 cantons, soit 28 sièges. Encore une fois, il n'a pas été capable de concrétiser ses résultats du premier tour, comme cela avait déjà été le cas en 2015. Alors qu'il s'était qualifié au second tour dans 1 073 cantons, dont 322 dans lesquels il était arrivé en tête, ses binômes n'avaient été élus que dans 35 cantons.

Malgré éclaircies

La stabilité l'emporte donc, à la faveur d'une abstention tout aussi importante qu'au premier tour, qui a eu pour effet premier de favoriser les équipes sortantes. Un phénomène assez similaire à ce qui a pu être constaté aux élections régionales qui se tenaient simultanément. L'abstention a encore une fois tuteuré les sommets historiques qu'elle avait atteints au premier tour, avec des niveaux supérieurs à 70 % en Seine-Saint-Denis (73,53 %), en Moselle (72,84 %), dans le Val-d'Oise (71,43 %), dans la Marne (70,68 %) ou la Haute-Savoie (70,83 %) et la Collectivité européenne d'Alsace (70,38 %).

Dans ce scrutin qui n'offrait guère de chances de succès à la majorité présidentielle, quelques membres du gouvernement avaient quand même pris le risque de s'y frotter. Ainsi, M. Lecornu se présentait de nouveau dans l'Eure, dans son canton de Vernon ; il a été réélu avec plus de 81 % des suffrages. Dans le Nord, le ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, après avoir remporté la ville de Tourcoing aux dernières élections municipales, se présentait dans un des deux cantons de la ville, qu'il a remporté avec près de 65 % des suffrages. Dans le département voisin du Pas-de-Calais, la ministre chargée de l'autonomie, Brigitte Bourguignon, après avoir

remporté début juin une élection législative, s'est imposée dans le canton de Desvres avec 66,37 % des voix. Maigres éclaircies.

Les élections départementales renforcent globalement les motifs de satisfaction de la droite et, notamment, du parti Les Républicains. Son président, Christian Jacob, n'a pas manqué de faire valoir, dès dimanche soir, que sa formation s'imposait comme « la première force d'opposition dans les territoires ». Alors que doit commencer le 7 juillet au Sénat la discussion du projet de loi dit « 4D », rebaptisé une nouvelle fois « 3DS », pour décentralisation, déconcentration, différenciation et simplification, cela risque de compliquer sérieusement la tâche du gouvernement et de la ministre de la cohésion des territoires, Jacqueline Gourault, qui porte ce texte. Le Sénat risque d'être la rampe de lancement des demandes portées par les majorités de droite dans les régions et les départements.

Après les scrutins de ce dimanche, les associations d'élus devraient renouveler, à la rentrée, leurs instances dirigeantes. A l'Assemblée des départements de France, le président sortant, Dominique Bussereau (divers droite), ne se représentait pas. C'est Jean-Léon Dupont, président (UDI) du Calvados, qui devrait lui succéder. La présidence des Régions de France risque d'être animée. C'est Renaud Muselier, président de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), qui l'occupe, après avoir succédé en cours de mandat au président de la région Normandie, Hervé Morin. Il n'est pas sûr que les conditions de sa réélection en PACA, où il a intégré sur sa liste dès le premier tour une vingtaine de membres de la majorité présidentielle, ne lui vailent que des amis au sein de l'association. ■

PATRICK ROGER

Dans le Grand-Est, Jean Rottner conforte la mainmise de LR

Le président sortant a été réélu avec 40,30 %, face au RN et à la gauche

STRASBOURG - correspondance

On prend les mêmes, et on continue... Dans le Grand-Est, les élections régionales s'achèvent sur le même rapport de force que celui affiché au premier tour, si ce n'est la prime gagnée par la liste majoritaire. Elle permet au président Les Républicains (LR) sortant, Jean Rottner, d'afficher une mine de beaux jours puisqu'il l'emporte, dimanche 27 juin, avec 40,30 % des voix, devant le Rassemblement national (RN), Laurent Jacobelli (26,30 %), et la candidate d'union de la gauche, Eliane Romani (21,22 %).

La crise sanitaire avait permis, en 2020, à ce médecin urgentiste de se distinguer. Plus encore que sa victoire, c'est bien l'important taux d'abstention au second tour (69,76 %) qui semble motiver son action à venir. « Au vu de la crise démocratique actuelle, il est temps d'avoir une vraie décentralisation dans ce pays, pour confier un certain nombre de responsabilités aux collectivités et envisager leur rôle avec bienveillance. Tout ne se décide pas à Paris. Pour intéresser les gens, il faut rapprocher l'action politique de la compréhension citoyenne », a ainsi déclaré Jean Rottner, dimanche soir.

Les écologistes « exigeants »

L'échelon régional sortira-t-il grand de ce scrutin ? Ce n'est pas l'analyse de Laurent Jacobelli, candidat du RN et deuxième du podium, à 14 points derrière la liste LR. Celui qui avait fait campagne sur un rejet de la grande région et le retour de l'Alsace, de la Lorraine et de la Champagne-Ardenne, estime que « la forte abstention qui a marqué ce scrutin est avant tout un

signal de rejet du Grand-Est. La grande région a montré qu'elle était un vrai repoussoir à électeurs. Jean Rottner est un des présidents de région les moins biens élus, cela devrait l'amener à plus de modestie ». Le RN se targue d'être la première force d'opposition, oubliant être le grand perdant du scrutin, avec une dizaine de sièges en moins que dans l'assemblée sortante.

Force d'opposition et de proposition, c'est l'ambition suivie par l'écologiste Eliane Romani, alors que l'accord passé avec certaines forces de gauche permet aux Verts de rentrer tête haute dans l'hémicycle régional. « Nous serons une force exigeante et attentive, travaillant dans le concret des dossiers. En espérant que la majorité nous entende », affirme l'élue. La souveraineté agricole et une préservation « rentable » de la planète sont au programme de Jean Rottner, qui, dans le cadre du « Business Act », le projet de relance adopté en juillet 2020 par la région, voulait déjà verdir l'industrie du Grand-Est. Mais le premier bilan de cette action passe encore largement inaperçu et n'a, en tout cas, pas déplacé les foules.

Conscient d'avoir sans doute trop centralisé sa gouvernance, Jean Rottner veut désormais se rapprocher des citoyens, reprenant dès le début de la campagne une thématique chère à Brigitte Klinkert, arrivée quatrième avec 12,17 % des voix. La tête de file de la majorité présidentielle compte se maintenir à la fois au conseil régional et à la Collectivité européenne d'Alsace. Sur le terrain, élus LR et LRM sont ainsi plus que jamais imbriqués, ce qui ne facilite pas la lecture pour le citoyen – que celui-ci vote ou non. ■

NATHALIE STEY

Gilles Simeoni arrache la majorité absolue à la Collectivité de Corse

Le président autonomiste sortant renforce son hégémonie dans l'île, avec 40,64 % des voix

AJACCIO - correspondant

Le président sortant, Gilles Simeoni (« Fà populu Inseme »), a remporté le second tour des élections territoriales en Corse en renforçant sa position hégémonique sur l'assemblée insulaire avec 40,64 %, ce qui lui assure de disposer d'une majorité absolue d'au moins 32 sièges sur les 63 conseillers présents dans l'hémicycle. Dans ce scrutin quadrangulaire marqué par une bonne participation (58,91 %), trois listes nationalistes ont attiré près de 67,98 % des votes, soit deux électeurs exprimés sur trois, puisque Jean-Christophe Angelini (« Avanzemu per a Corsica ») a été crédité de 15,07 % et Paul-Félix Benedetti (« Core in fronte ») de 12,26 %. La seule famille issue de la classe traditionnelle, représentée par la droite de Laurent Marcangeli (« Un soffiu novu », « un nouveau souffle pour la Corse »), ne totalise que 32,02 %, ce qui marque durablement la prégnance des nationalistes dans le paysage politique insulaire depuis leur accession aux affaires en 2015.

C'est depuis l'ancienne mairie de Bastia, sur la place du marché, que M. Simeoni a été ovationné. Mais

la clameur la plus nourrie émanait, à une rue de là, des soutiens de Paul-Félix Benedetti. Rythmée par le refrain devenu l'antienne du Front de libération nationale de la Corse (FLNC), *A populu fattu, bisogna à marchjà* (« le peuple constitué doit se mettre en marche »), ou scandant « *Evviva a lotta d'indipendenza!* » (« vive la lutte d'indépendance ! »), l'entrée tonitruante de M. Benedetti et d'une centaine de ses militants dans la salle des mariages de l'ancienne mairie après 20 heures, a quelque peu volé la vedette à M. Simeoni, devançant sa sortie triomphale, qui s'est achevée par le très pieux *Dio vi salvi Regina*, l'hymne corse.

« Construire dans le dialogue »

Cette ligne de fracture représente à elle seule le nouveau visage de l'indépendantisme, jusque-là incarné par Corsica Libera, la formation de Jean-Guy Talamoni, grand perdant de cette élection, ayant échoué à une marche du second tour (6,90 %) et qui a dû être contraint de retirer sa candidature pour que des élus de sa liste « Fà Nazione » se fendent dans celle de Jean-Christophe Angelini. « Nous voulons être le moteur d'une politique novatrice menant à un rééquilibrage

économique en vue des plus démunis ou l'aménagement du territoire », a annoncé M. Benedetti, empochant six sièges au sein de l'instance territoriale.

La majorité sortante était partie en rangs dispersés dans un premier tour devenu une primaire grandeur nature pour les nationalistes, puisque Gilles Simeoni avait choisi de faire cavalier seul, renvoyant dans l'arène du suffrage universel ses alliés depuis six ans qu'il jugeait « déloyaux », MM. Talamoni et Angelini. Cette stratégie capitalisant sur son nom politique et sa personnalité a été payante. « Ce score exceptionnel nous donne une immense responsabilité », a estimé M. Simeoni, trouvant la porte aux autres for-

mations politiques en vue du « troisième tour », ce 1^{er} juillet, jour de l'installation de la nouvelle assemblée. Exprimer la volonté de « construire ce pays avec les nationalistes mais aussi au-delà », l'ancien avocat entend s'« adresser à Paris de manière forte mais démocratique, en espérant cette fois être entendu, pour dire que la question corse est politique et qu'elle doit se construire dans le dialogue ».

S'imaginant être un faiseur de rois, le troisième homme de ce scrutin relégué en patron de l'extrême sud de l'île, Jean-Christophe Angelini, avec huit conseillers de sa liste dans la future assemblée, a regretté que « le report des voix n'ait pas été au rendez-vous », mais a dit « assumer » le choix de la fusion. En comptant dix-sept sièges pour sa liste, le maire d'Ajaccio Laurent Marcangeli a échoué dans son duel avec le sortant, mais se positionne « dans une opposition claire et particulièrement constructive ». Ce proche d'Edouard Philippe, qui a mis en avant « ses profondes divergences avec le président de l'exécutif », plaide pour une approche pragmatique mais s'interroge sur la mandature : « Je ne sais pas ce qu'il se passera dans sept ans. » ■

PAUL ORTOLI

TROIS LISTES NATIONALISTES ONT ATTIRÉ 67,98 % DES VOTES, DANS CETTE QUADRANGULAIRE MARQUÉE PAR UNE BONNE PARTICIPATION

Morin réélu largement dans son fief normand

Le président sortant centriste s'est imposé au second tour, avec 44,26 % des suffrages

ROUEN - correspondance

Hervé Morin, ces derniers jours, se projetait déjà sur les six ans à venir. Le président sortant de la région Normandie, à la tête d'une liste alliant Les Centristes, son micro-parti, le centre et Les Républicains (LR), évoquait son futur chantier majeur – « investir dans les hôpitaux de proximité » – en des termes laissant transpirer sa confiance : « Une enveloppe de 200 millions d'euros sera actée dès la session de juillet. »

Le pressentiment s'est confirmé. A l'issue d'une quadrangulaire, face au Rassemblement national (RN) en chute libre, une gauche divisée et une majorité présidentielle encore balbutiante au niveau local, l'ancien ministre de la défense remporte aisément la victoire avec 44,26 % des suffrages.

Le second tour n'a fait que confirmer la tendance et l'abstention, une nouvelle fois très forte en Normandie (67,09 %), n'a pas permis de chambouler le scénario prévisible. Malgré « la déception de l'abstention, c'est une vraie satisfaction », a déclaré M. Morin, se félicitant d'un résultat « nettement meilleur que celui de 2015 ». Lors du précédent scrutin régional, il avait devancé son concurrent socialiste de 4 700 voix. ■

Candidat du RN pour la troisième fois consécutive en Normandie, Nicolas Bay n'a pu rééditer son bon score de 2015. Avec seulement 19,52 % des voix au second tour, contre plus de 27 % il y a six ans, le député européen dévisse et le parti d'extrême droite pèsera moins au conseil régional.

Divisée au premier tour, sur fond de rivalités pour la tête de liste entre Parti socialiste (PS) et Parti communiste (PCF), la gauche savait la reconquête de la région, perdue de justesse en 2015, quasi impossible. L'alliance entre le PS et Europe Ecologie-Les Verts (EELV), portée par la socialiste Mélanie Boulanger, vice-présidente de la métropole rouennaise, limite les dégâts en devançant le RN (26,18 %). La liste PS-EELV n'a pas réussi à se rassembler au second tour avec le PCF et La France insoumise qui n'ont pu se maintenir. La séquence, houleuse, pourrait avoir des répercussions à l'échelle du département de Seine-Maritime, véritable ambition du PS. La liste de la majorité présidentielle, conduite par l'ex-socialiste Laurent Bonnaterre, termine dernière de cette quadrangulaire (10,04 %). Refroidi par sa déconvenue aux municipales, notamment à Rouen, le mouvement macroniste, fera son entrée dans l'opposition au conseil régional. ■

GILLES TRIOLIER